

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE
REFERENCE 2005

GROUPE PARTOUCHE



GROUPE PARTOUCHE

SOMMAIRE

1 - FACTEURS DE RISQUES	3
1.1 - Risque de change	3
1.2 - Risque de liquidité	3
1.3 - Facteurs de risques	3
2 - INFORMATION SUR LES TENDANCES	4
3 - ORGANIGRAMME	4
4 - RAPPORT DE GESTION	5
5 - ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	6
5.1 - Nature des liens familiaux existants entre les membres des organes de direction et de surveillance :	6
5.2 - Autres mandats exercés par les membres du Directoire et Conseil de Surveillance	6
5.3 - Informations relatives à l'expérience	7
5.4 - Condamnations, faillites, sanctions etc :	8
6 - REMUNERATION ET AVANTAGES	9
7 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	10
7.1 - Contrats de service liant les membres des organes de direction	10
7.2 - Régime de gouvernement d'entreprise	10
7.3 - Réunions du directoire	10
7.4 - Nombre d'actions détenues par les membres du conseil de Surveillance	10
7.5 - Comité d'audit et comité de rémunération	10
8 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	11
9 - INFORMATIONS FINANCIERES	12
9.1 - Comptes semestriels – 30 Avril 2006	12
9.2 - Information sectorielle	42
9.3 - Comptes proforma 2004	43
10 - ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN	48
11 - RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU COMPLEMENT D'INFORMATION	49
11.1 - Personne qui assume la responsabilité du document de référence et du complément d'information	49
11.2 - Attestation du responsable du document de référence et du complément d'information	49
12 - RESPONSABLES DU CONTRÔLES DES COMPTES	49
12.1 - Commissaires aux comptes	49
13 - TABLE DE CONCORDANCE	50



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, le 10 janvier 2007,
sous le numéro D.06-224-A01, conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF.
Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 6 avril 2006 sous le numéro D.06-224.

1 - FACTEURS DE RISQUES

1.1 - Risque de change

La présence du groupe à l'étranger entraîne une exposition du chiffre d'affaires aux risques de change attachés aux principaux pays suivants : Tunisie, Maroc, Suisse, et Etats-Unis. Le risque de change lié aux opérations réalisées par les filiales est limité car les produits et charges sont engagés en devises locales.

Le tableau ci-dessous présente les positions en K devises des créances et dettes libellées en devises étrangères au 31 octobre 2005 :

Pays Devises	Suisse K CHF	USA K USD	Maroc K MAD	Tunisie K TND
ACTIFS	1 486,7	0	712,3	662,5
PASSIFS	20 787,1	11,8	1 406,1	351,1
Position nette avant gestion	-19 300,4	-11,8	-693,8	311,4
Position Hors Bilan	-	-	-	-
Position nette après gestion	-19 300,4	-11,8	-693,8	311,4

1.2 - Risque de liquidité

La société Groupe PARTOUCHE dispose d'une trésorerie abondante, aidée en cela par un besoin en fonds de roulement structurellement négatif.

L'endettement à la clôture de l'exercice reste non seulement compatible avec l'EBITDA du groupe et le niveau des capitaux propres, mais autorise encore le recours à un éventuel concours bancaire supplémentaire. Le crédit syndiqué renégocié à l'occasion de l'acquisition du groupe de Divonne tient compte dans son profil de remboursement des flux prévisionnels d'exploitation et d'investissements attachés aux prochains exercices ; son exigibilité anticipée est principalement activée par le non-respect des covenants financiers évoqués dans la note 14 des annexes aux comptes consolidés.

1.3 - Facteurs de risques

- En garantie du crédit syndiqué, Groupe PARTOUCHE a consenti au pool bancaire le nantissement des titres de ses principales filiales (cf. paragraphe 9 – Nantissements page 114 du document de référence). En outre, Financière Partouche a nanti au profit du pool bancaire 62,3% du capital de Groupe PARTOUCHE, soit l'intégralité de sa participation.
- Le Syndicat des casinos modernes de France auquel les casinos du Groupe PARTOUCHE adhèrent, a mandaté Me Thibault Verbiest, avocat au barreau de Bruxelles, aux fins de déposer plainte devant la Commission européenne contre l'état français et la Française des jeux (FDJ). Celle ci a été déposée le 28 Mars 2006 pour infraction à l'article 82 du traité instituant les communautés européennes.

En effet, la FDJ dispose aujourd'hui, d'un monopole légal pour l'organisation de loteries et de pronostics sportifs. Son extension de fait, sur les services interactifs, constitue pour le Syndicat des casinos modernes, un abus de position dominante et une discrimination.

Une autre plainte a été déposée un mois plus tard devant les juridictions administratives françaises, pour faire annuler le décret du 17 Février 2006 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par la loi. Ce sont ceux de la FDJ qui sont visés en raison de la possibilité laissée aux mineurs de 16 ans d'y participer.

2 - INFORMATION SUR LES TENDANCES

La participation dans SFC, pour laquelle une promesse de vente avait été signée le 18 janvier 2006, a été cédée le 26 avril 2006 pour 18,5 M€ (dont 13 M€ pour les titres).

3 - ORGANIGRAMME

- L'organigramme figurant sur le rabat a été arrêté à la date du 31 octobre 2005.
- Les actifs immobiliers du groupe sont répartis sur de nombreux différents sites ; les principales propriétés immobilières concernent les sites de Juan-les-Pins, La Tour de Salvagny, Forges-les-Eaux et Divonne-les-Bains. L'essentiel de la dette bancaire et financière du groupe est logée à plus de 90 % chez la maison-mère Groupe PARTOUCHE SA.

Société holding du groupe sans activité économique propre, Groupe PARTOUCHE SA présente un actif fortement immobilisé avec 625,8 M€ de participations en valeur nette, essentiellement dans les filiales consolidées du groupe. La seconde masse significative à l'actif est constituée par des créances pour un montant net des provisions de 233,0 M€, essentiellement sur les filiales du groupe.

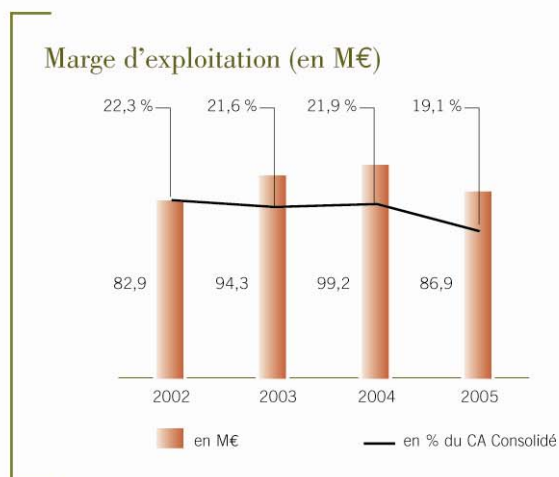
Le passif de Groupe PARTOUCHE SA est principalement divisé en capitaux propres pour 308,2 M€ et dette bancaire pour 539,3 M€.

- A travers l'acquisition du groupe de Divonne, Groupe PARTOUCHE entend améliorer sa couverture du territoire national avec des casinos relativement différents les uns des autres par leur taille, dont il pourra développer l'activité grâce à son expérience en matière de gestion d'établissements comparables. Groupe PARTOUCHE complète par ailleurs sa gamme de services annexes avec l'hôtel 4* « luxe » et le golf du Domaine de Divonne-les-Bains. Le prix d'acquisition des titres s'est élevé à 84 M€ et la dette bancaire présente au passif atteint 49,8 M€. Cette acquisition a été financée intégralement par concours bancaire.

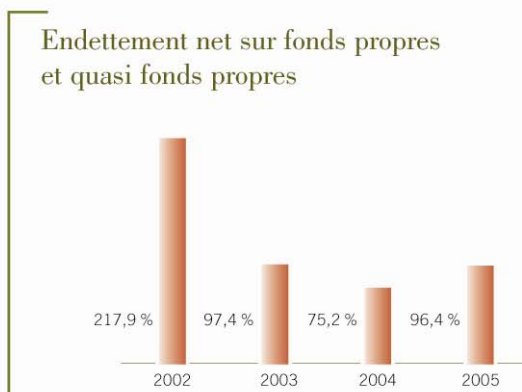
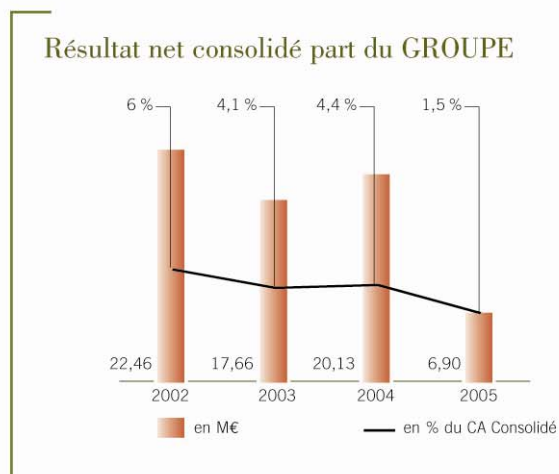
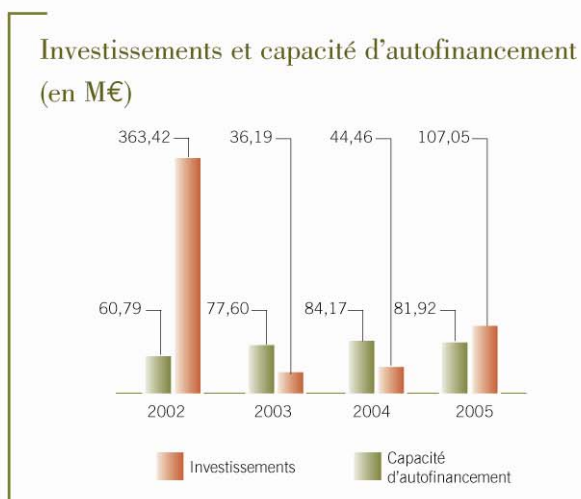
4 - RAPPORT DE GESTION

Une erreur de date en base des trois premières colonnes des histogrammes suivant avait été faite lors de la publication du rapport annuel 2006. Ci-dessous les graphiques corrigés :

■ Résultats consolidés



■ Investissements et financements



5 - ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

5.1 - Nature des liens familiaux existants entre les membres des organes de direction et de surveillance :

Sens de lecture	Isidore PARTOUCHE	Marcel PARTOUCHE	Maurice SEBAG	Gaston GHRENASSIA	Patrick PARTOUCHE	Hubert BENHAMOU	Ari SEBAG	Richard PARTOUCHE	Katy ZENOU
Isidore PARTOUCHE	-	Frère	Beau-frère	-	Père	Oncle	Oncle	Oncle	Oncle
Marcel PARTOUCHE	Frère	-	Beau-frère	-	Oncle	Oncle	Oncle	Oncle	Père
Maurice SEBAG	Beau-frère	Beau-frère	-	-	Oncle	Oncle	Père	Oncle	Oncle
Gaston GHRENASSIA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Patrick PARTOUCHE	Fils	Neveu	Neveu	-	-	Cousin	Cousin	Cousin	Cousin
Hubert BENHAMOU	Neveu	Neveu	Neveu	-	Cousin	-	Cousin	Cousin	Cousin
Ari SEBAG	Neveu	Neveu	Fils	-	Cousin	Cousin	-	Cousin	Cousin
Richard PARTOUCHE	Neveu	Neveu	Neveu	-	Cousin	Cousin	Cousin	-	Cousin
Katy ZENOU	Nièce	Fille	Nièce	-	Cousine	Cousine	Cousine	Cousine	-

5.2 - Autres mandats exercés par les membres du Directoire et Conseil de Surveillance

■ Isidore PARTOUCHE

Président du Conseil d'Administration, Directeur Général de SA Société Européenne de Grands Restaurants (Paris)

Président Directeur général et Administrateur de SA Financière Partouche (St Amand) *

Administrateur de SA Socle (Lille),

Administrateur de SA LOSC Lille Métropole – SASP (Lille)

Administrateur de SA Société Européenne de Grands Restaurants (Paris),

Administrateur de SA Européenne de Gestion hôtelière (Paris)

Administrateur de SA Les Américains (Nancy)

■ Gaston GHRENASSIA

Directeur Général Délégué et Administrateur de SA Européenne de Grands Restaurants (Paris)

■ Patrick PARTOUCHE

Président du Conseil d'Administration, Directeur Général et Administrateur de SA Financière Partouche (St Amand les Eaux)

Gérant SARL Sogimage (Paris)

Administrateur de SA Européenne de gestion Hôtelière (Paris) *

Administrateur de SA Les Américains (Nancy) *

■ Hubert BENHAMOU

Directeur Général Délégué et Administrateur de SA Financière Partouche (St Amand les Eaux)

Administrateur de SA Européenne de Gestion Hôtelière (Paris) *

Administrateur de SA Les Américains (Nancy) *

Gérant de SNC EGH Plein Sud (Orange) *

Gérant de SNC EGH Bord de Saône (Macon) *

Gérant de SNC EGH Savoie (Aix les Bains) *

Gérant de SNC EGH Parc du casino (Aix les Bains) *

Gérant de SCI La Part Dieu (Lyon) *

■ Ari SEBAG

Directeur Général et Administrateur SA Financière Partouche (St Amand)

Gérant SARL NOA (Forges)

■ Katy ZENOU

Directrice Générale Déléguée et Administratrice de SA Financière Partouche (St Amand les Eaux)

■ Richard PARTOUCHE

Directeur Général Délégué et Administrateur de SA Financière Partouche (St Amand les Eaux)

Président Directeur Général de SA Européenne de Gestion Hôtelière (Paris) *

*Mandats échus

5.3 - Informations relatives à l'expérience

■ Isidore PARTOUCHE

Né le 21 avril 1931 à Trezel en Algérie, il arrive en France en 1965. Il reprend en 1973 le casino de Saint Amand, établissant ainsi les fondations d'une entreprise où il rassemble ses frères et soeurs. Il multiplie les années suivantes, les reprises, rachats et créations de casinos en France. En 1995, il est le premier casinotier français à introduire son groupe en bourse, donnant ainsi ses lettres de noblesse à une industrie jusque là dénigrée. Président du Groupe, il inaugure en 1998 son premier Pasino à Djerba, un concept de centre de jeux et de loisirs qu'il a conçu. Le second Pasino, le plus grand casino de France, est inauguré en 2001 à Aix en Provence. En 1999, il inaugure le premier casino dans une grande ville française, Le Pharaon à Lyon. En 2002, face à Accor, il réussit la contre-OPA lancée sur la CEC faisant ainsi de son Groupe le premier en Europe.

■ Patrick PARTOUCHE

Né le 13 Juin 1964 à Oran (Algérie), il arrive en France en 1965. Il arrête ses études universitaires en 1982 pour rejoindre l'entreprise de son père Isidore Partouche.

Son premier poste opérationnel dans le groupe : Il est nommé à 25 ans Directeur Général du Casino de Dieppe, il y restera de 1989 à 1993.

Il devient PDG du Casino Eden Beach de Juan les Pins en 1993.

En 1998, il participe à l'achat du Casino Carlton et du Palm Beach de Cannes dont il obtient l'autorisation d'ouverture en Août 2002.

Directeur Général du Groupe Partouche jusqu'en 2004, il est responsable des activités du Groupe sur la région Sud Est et également en charge du marketing, de la communication et des nouvelles technologies.

Il s'investit surtout dans les questions et enjeux stratégiques.

Il est nommé Président du Directoire du Groupe Partouche le 31 Janvier 2005.

■ Hubert BENHAMOU

Né le 15 décembre 1948 à Tiaret (Algérie)

Arrivé en France en 1962.

Il participe activement au développement du groupe en assurant la direction de différents établissements significatifs avec la chronologie suivante :

1966 - 1973	:	LE TOUQUET - MEGEVE Discothèque et Restauration
1973 - 1976	:	Casino de SAINT AMAND LES EAUX
1976 - 1986	:	Casinos du TOUQUET
1986 - 1991	:	Casino de FORGES LES EAUX
1991 - 1996	:	Casino le LYON VERT

Il assure ensuite la Présidence du Directoire de Groupe PARTOUCHE jusqu'au 31 janvier 2005. Resté Directeur général et membre du Directoire de Groupe PARTOUCHE, il s'est investi depuis dans la représentation de la profession en tant que Président du Syndicat des Casinos Modernes de France et récemment dans le redressement du Groupe de Divonne acquis en Septembre 2005.

■ Ari SEBAG

Né le 25 septembre 1961 à Tiaret (Algérie).

Diplômé en droit des affaires et fiscalité des entreprises (Université de Paris 1 -1984)

Après trois années passées en cabinet d'avocats et une expérience dans la production audiovisuelle, il rejoint le Groupe PARTOUCHE, en 1989 en tant que Directeur Général du Casino de Forges-Les-Eaux.

Directeur Général et membre du Directoire de Groupe PARTOUCHE à compter de l'introduction en bourse en 1995, il se consacre au développement international tout en assurant la responsabilité opérationnelle des établissements du nord ouest de la France.

Il assiste son cousin Patrick PARTOUCHE depuis sa nomination au poste de Président du Directoire du groupe.

■ Marcel Partouche

Enseignant au début de sa vie professionnelle a ensuite évolué vers le commerce de gros. Avec ses frères, il a dès l'origine participé sous la conduite d'Isidore PARTOUCHE à la création et au développement du GROUPE PARTOUCHE. Du TOUQUET berceau historique de groupe, il continue à suivre quotidiennement les activités des casinos situés au Nord de la France.

■ Maurice Sebag

Fonctionnaire des Postes à l'origine, puis premier collaborateur de son beau frère, Isidore Partouche dès le début de son activité professionnelle, il a assumé des activités opérationnelles variées dans le Groupe qu'il connaît parfaitement. Il est aujourd'hui basé à FORGES LES EAUX et participe à la supervision des casinos normands et bretons.

■ Gaston Ghrenassia dit Enrico Macias

Apporte au Groupe PARTOUCHE sa parfaite connaissance et son expérience irremplaçable du monde du spectacle, activité que les casinos sont tenus légalement de mettre en œuvre.

■ Richard Partouche

Membre de la deuxième génération, celle qui a, sous les directives de Isidore PARTOUCHE, assuré la consolidation du groupe, il bénéficie de l'expérience la plus large de l'ensemble des activités opérationnelles de casinos de grande tailles. Se consacre particulièrement au pôle hôtelier depuis 3 ans.

■ Katy Zenou,

Fille de Marcel Partouche, entrée dans l'activité des jeux dès avant la fin de ses études commerciales, comme collaboratrice dans tous les services, elle a géré depuis vingt ans, plusieurs casinos et apporte une perception féminine de cette activité particulièrement importante compte tenu du spectre de la clientèle du groupe.

5.4 – Condamnations, faillites, sanctions etc :

A la connaissance de la société, aucune de ces personnes n'a fait l'objet au cours des 5 dernières années précédant la clôture de l'exercice au 31 octobre 2005 :

- de condamnation pour fraude
- de faillite, mise sous séquestre de ses biens
- d'incrimination, sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires
- d'interdiction par un tribunal d'agir en qualité d'un membre d'un organe d'administration, de direction, de surveillance de l'émetteur, ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires de l'émetteur.

6 - REMUNERATION ET AVANTAGES

Tous les éléments de rémunération sont fixes, à l'exception d'une prime allouée à Monsieur Isidore PARTOUCHE pour un montant de 240 000€ pour 2004.

Liste des mandataires sociaux de Groupe Partouche

Montant des rémunérations brutes globales En euros	2005	2004	2003
Monsieur Patrick Partouche	319 359	317 085	192 192
Monsieur Hubert Benhamou	320 784	320 784	185 464
Monsieur Ari Sebag	342 583	342 583	187 478
Monsieur Richard Partouche	268 640	257 640	163 490
Madame Katy Zenou	233 924	233 924	118 560
Monsieur Isidore Partouche	330 000	560 000	219 053
Monsieur Marcel Partouche	204 522	204 522	192 522
Monsieur Maurice Sebag	154 179	108 444	102 444
Monsieur Gaston Ghrenassia	30 000	30 000	20 000
Monsieur Maurice Partouche		40 920	141 600

7 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

7.1 - Contrats de service liant les membres des organes de direction

Il n'existe pas de contrat de service liant les membres du Directoire et du Conseil de surveillance, à la société ou à l'une quelconque de ses filiales.

7.2 - Régime de gouvernement d'entreprise

La société Groupe PARTOUCHE respecte les principes du gouvernement d'entreprise. En effet les comités d'audit, financier et de rémunération ont été mis en place, un règlement intérieur du Conseil de surveillance et des comités a été mis en place durant l'exercice clos le 31.10.05. En outre, à chaque action du capital est attaché un seul droit de vote.

Le seul point qui pourrait apparaître dérogatoire aux principes du gouvernement d'entreprise est l'absence d'administrateur indépendant, mais cela correspond au mode de fonctionnement d'une entreprise qui a conservé un caractère familial fort.

7.3 - Réunions du directoire

Durant l'exercice clos le 31.10.05, le Directoire s'est réuni 8 fois, avec un taux de présence de 100%.

7.4 - Nombre d'actions détenues par les membres du conseil de Surveillance

Les membres du conseil de surveillance doivent détenir une action.

7.5 - Comité d'audit et comité de rémunération

Comité d'Audit : Patrick PARTOUCHE, Hubert BENHAMOU, Ari SEBAG, Directeurs Généraux et membres du Directoire, Fabrice PAIRE, Secrétaire Général, Alain CENS, Directeur financier

Le comité d'audit a pour mission de procéder à l'examen annuel et semestriel des comptes sociaux et consolidés ainsi qu'à l'examen périodique des procédures de contrôle interne et, plus généralement, de toutes les procédures d'audit de comptabilité ou de gestion en vigueur dans le Groupe.

Il assure également la liaison entre le Conseil de Surveillance et les Commissaires aux comptes du Groupe.

Il étudie les modifications des normes comptables appliquées dans l'établissement des comptes, ainsi que tout manquement éventuel à ces normes ;

Comité Financier : Patrick PARTOUCHE, Hubert BENHAMOU, Ari SEBAG, Directeurs Généraux et membres du Directoire, Fabrice PAIRE, Secrétaire Général, Alain CENS, Directeur financier.

Le comité financier a pour mission d'examiner les projets de cessions d'immeubles ou de participations, de constitutions de sûreté, de cautions, avals ou garanties afin de permettre au Conseil de Surveillance de donner les autorisations nécessaires prévues par la loi.

Comité de Rémunération : Patrick PARTOUCHE, Hubert BENHAMOU, Ari SEBAG, Directeurs Généraux et membres du Directoire, Fabrice PAIRE, Secrétaire Général, Alain CENS, Directeur financier.

Il prépare la fixation de la rémunération des membres du Directoire, d'obtenir communication, par l'intermédiaire du Directoire, des informations relatives aux rémunérations et aux statuts des cadres dirigeants du Groupe.

Les membres des comités sont désignés par le Conseil de Surveillance.

Tous les comités se réunissent sous la présidence de Monsieur Isidore PARTOUCHE, Président du Conseil de Surveillance.

Les comités ne comptent pas d'administrateurs indépendants.

8 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

La société est contrôlée par l'actionnaire majoritaire Financière Partouche, propriétaire de 62,3% du capital. La famille Partouche contrôle 70,55% du capital. Il n'existe pas de mesure particulière prise en vue d'assurer que ce contrôle ne soit pas exercé de manière abusive.

9 - INFORMATIONS FINANCIERES

9.1 - Comptes semestriels – 30 Avril 2006

9.1.1 - Comptes consolidés semestriels 30 avril 2006

9.1.1.1 Bilan consolidé actif (valeurs nettes)

BILAN ACTIF En milliers d'euros	Notes	30/04/2006	30/04/2005	31/10/2005
Immobilisations Incorporelles	1	9 329	9 624	9 475
Ecart d'acquisition	2	412 268	337 694	418 919
Immobilisations Corporelles	3	433 482	368 226	450 761
Titres mis en équivalence	4	8 896	6 288	6 465
Autres actifs financiers non courants	5	25 774	22 703	23 991
Impôts différés		2 310	2 452	3 022
Autres actifs non courants		318	339	229
ACTIFS NON COURANTS		892 377	747 326	912 862
Stocks et en-cours		7 917	7 427	7 867
Clients et autres débiteurs		43 395	19 037	25 474
Créances d'impôt		2 205	1 670	2 792
Autres actifs courants		17 691	13 100	18 068
Actifs financiers de gestion de trésorerie	6	24 697	25 104	34 014
Disponibilités	6	82 339	63 815	83 605
ACTIFS COURANTS		178 244	130 153	171 820
TOTAL ACTIF		1 070 621	877 479	1 084 682

9.1.1.2 Bilan consolidé - Passif

BILAN PASSIF En milliers d'euros	Notes	30/04/2006	30/04/2005	31/10/2005
Capital		86 195	86 195	86 195
Réserves de Consolidation Groupe		145 202	110 784	112 109
Primes liées au capital		9 411	9 411	9 411
Réserves de conversion groupe		40	134	(23)
Résultat Groupe de l'exercice		24 328	20 625	32 866
Capitaux Propres Groupe		265 176	227 149	240 558
Intérêts Minoritaires		32 081	29 688	33 642
CAPITAUX PROPRES	7	297 257	256 837	274 200
Dettes financières non courantes	9	525 253	397 971	548 877
Engagements envers le personnel	8	2 192	1 490	2 633
Autres provisions	8	13 166	12 261	15 064
Impôts différés		34 154	16 880	31 469
Autres passifs non courants		6 338	(5 233)	(3 162)
PASSIFS NON COURANTS		581 103	423 369	594 881
Dettes financières courantes	9	42 061	54 296	42 569
Provisions	8	1 077	431	634
Fournisseurs et autres créditeurs		94 570	94 412	112 507
Dettes d'impôt courant		51 733	49 679	61 065
Autres passifs courants		2 820	(1 546)	(1 174)
PASSIFS COURANTS		192 261	197 272	215 601
TOTAL PASSIF		1 070 621	877 479	1 084 682

9.1.1.3 Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT En milliers d'euros	Notes	30/04/2006	30/04/2005	31/10/2005
Chiffre d'affaires		257 100	221 089	455 771
Autres produits opérationnels		21 005	10 569	23 083
Résultat sur cession de participations consolidées		9 321	2 028	1 750
Achats et charges externes		69 322	57 831	122 865
Impôts et taxes		14 112	11 469	23 475
Charges de personnel		103 575	84 060	177 267
Amortissements et dépréciations		23 080	18 103	38 684
Autres charges opérationnelles		22 663	13 256	31 084
Résultat Opérationnel		54 674	48 967	87 229
Produits financiers		2 353	2 184	5 646
Produits d'intérêts		597	378	653
Dotations/Reprises Financières		42	(17)	(125)
Charges financières		1 589	3 529	8 504
Charges d'intérêts		12 273	9 313	19 067
Résultat Financier	10	(10 870)	(10 297)	(21 397)
Résultat avant impôt		43 804	38 670	65 832
Impôts sur les bénéfices		15 333	12 897	24 224
Résultat après Impôt		28 472	25 774	41 608
Q-P de résultat des mises en équivalence		(935)	(1 714)	(2 453)
Résultat Net Total		27 537	24 059	39 156
Part du groupe		24 328	20 625	32 866
Part des minoritaires		3 209	3 434	6 290
Résultat Net par action		0.6389	0,5583	0,9085

Nombre d'actions total au 30 avril 2006 : 43 097 418

9.1.1.4 Tableau des flux financiers consolidés

En milliers d'euros	Exercice 2006.04	Exercice 2005.10
Résultat net total consolidé	27 536	39 156
Ajustements :		
Elimination du résultat des mises en équivalence	935	2 453
Elimination de la charge (produit) d'impôt	15 333	24 224
Elimination des amortissements et provisions	23 335	38 791
Elimination des résultats de cessions d'actifs	- 6 931	- 304
Elimination des charges (produits) d'intérêt nettes	11 676	18 413
Elimination des produits de dividendes		- 14
Incidence de la variation du BFR	- 13 783	5 830
Intérêts versés	- 12 273	- 19 066
Impôts payés	- 14 606	- 23 860
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	31 223	85 623
Acquisition de Sociétés consolidées, trésorerie acquise déduite	- 4 950	- 73 717
Cession de Sociétés consolidées, sous déduction de la trésorerie cédée	1 785	8 930
Incidence des autres variations de périmètre	- 12	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	- 431	- 8 196
Acquisition d'immobilisations corporelles	- 20 589	- 34 830
Acquisition d'actifs financiers	- 680	5
Prêts et avances consentis	- 297	- 818
Cession d'immobilisations corporelles	5 281	840
Cession d'actifs financiers	67	1
Remboursements reçus sur prêts	- 24	722
Intérêts encaissés	2 964	430
Dividendes reçus		14
Variation nette des placements court terme	2	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	- 16 885	- 106 618
Emission d'emprunts	4 079	436 222
Remboursement d'emprunts	- 25 136	- 359 652
Dividendes payés aux minoritaires	- 3 534	- 7 189
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	- 24 591	69 381
Incidence de la variation des taux de change	- 299	- 153
Incidence des changements de principes comptables		- 8
Variation de la trésorerie	- 10 552	48 225
Trésorerie d'ouverture	117 202	68 977
Trésorerie de clôture	106 650	117 202
Variation de la trésorerie	- 10 552	48 225

9.1.1.5 Incidence de la variation du Besoin en fonds de roulement opérationnel

En milliers d'euros	Exercice 2006.04	Exercice 2005.10
Incidence de la variation des stocks et en cours	- 210	- 34
Incidence de la variation des clients	835	- 584
Incidence de la variation des fournisseurs	1 412	526
Incidence des autres Créances et Dettes	- 15 820	5 923
Incidence de la variation du Besoin en fonds de roulement opérationnel	- 13 783	5 830

9.1.1.6 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital social	Prime	Ecart de conversion	Réserves Consolidées Groupe	Résultat consolidé Groupe	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 1er novembre 2004 IFRS	86 195	9 411	172	88 374	21 215	205 367	33 534
Ecart de conversion			- 195			- 195	- 120
Distribution de dividendes							7 194
Affectation Résultat de l'exercice 2004				21 215	- 21 215		6 290
Résultat de l'exercice 2005					32 866	32 866	
Autres variations				2 520		2 520	1 133
Capitaux propres au 31 octobre 2005 IFRS	86 195	9 411	- 23	112 108	32 866	240 557	33 642
Ecart de conversion			63			63	- 222
Distribution de dividendes							- 6 339
Affectation Résultat de l'exercice 2005				32 866	- 32 866		3 209
Résultat semestriel au 30 avril 2006					24 328	24 328	
Autres variations				227		227	1 791
Capitaux propres au 30 avril 2006 IFRS	86 195	9 411	40	145 201	24 328	265 176	32 081

9.1.2 - Annexe aux comptes consolidés

a. Principes comptables et méthodes d'évaluation

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice 2005/2006 seront préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers.

Conformément à la recommandation du CESR (Committee of European Securities Régulateurs) de décembre 2003, les états financiers intermédiaires au 30 avril 2006 sont établis sur la base des principes de comptabilisation et d'évaluation du référentiel IAS/IFRS connu à ce jour et tel qu'il devrait être applicable lors de l'exercice clos le 31/10/2006.

La présentation des états financiers intermédiaires est conforme à l'option offerte par la recommandation du CESR de décembre 2003 de suivre les règles de présentation et d'information telles que définies par l'article 221-5 du règlement général de l'AMF (Autorité des marchés financiers) et donc de ne pas appliquer les dispositions de la norme IAS 34.

Les informations financières comparatives 2004 ont été établies en application des mêmes règles de reconnaissance, d'évaluation et de comptabilisation que les comptes semestriels 2005 et en conformité avec la norme IFRS 1 relative à la première adoption des normes IFRS.

b. Généralités

■ Référentiel

A compter du 1^{er} novembre 2005, les comptes consolidés de Groupe PARTOUCHE sont établis conformément aux normes comptables d'information Financière internationale (IFRS) émises par l'International Accounting Standard Board et aux interprétations des normes IAS/IFRS publiées par l'international Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) adoptés par l'Union européenne.

Les comptes sociaux des filiales sont retraités afin d'harmoniser les méthodes d'évaluation au sein du Groupe, conformément aux principes retenus.

■ Principes généraux d'établissement des états financiers :

Les comptes consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont inscrits, à compter du 1^{er} novembre 2004, sur la base de leur juste valeur, à savoir :

- les instruments financiers dérivés
- les actifs et passifs qui font l'objet de couverture de juste valeur

■ Structure des comptes

- Les actifs courants regroupent :
 - les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation du groupe
 - la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- Les actifs que l'entreprise s'attend à réaliser dans les 12 mois qui suivent la date de clôture
- Les passifs courants comprennent :
 - les dettes afférentes au cycle normal d'exploitation du groupe ;
 - ainsi que celles arrivant à échéance au cours des 12 prochains mois.
- Les découverts bancaires sont compris dans les dettes financières courantes
- Le compte de résultat est présenté par nature.
- La devise d'établissement des comptes est l'euro.
- Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

c. Méthodes de consolidation

L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec un ou plusieurs autres partenaires sont consolidées par intégration proportionnelle. Cette méthode est appliquée aux sociétés SA du Casino de GRASSE et SC du Casino de GRASSE.

Les entreprises dans lesquelles le groupe Partouche exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Cette méthode est appliquée aux sept sociétés suivantes depuis leur entrée dans le périmètre au cours de l'exercice 2003 : International Casino of Madrid, Société Française d'Investissement d'Hôtels et de Casinos, SA Casino du Palais de la

Méditerranée et SAS Hôtel du Palais de la Méditerranée., et depuis leur entrée dans le présent exercice : Que des Jeux, New screens et Fairplayers.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1/11/04 n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1 « première application des IFRS ».

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises à compter de leur date d'acquisition.

d. Méthode de conversion

■ Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont tenus dans la monnaie locale de chaque filiale. Les postes de bilan sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les postes de capitaux propres sont convertis aux taux historiques; l'écart résultant des variations par rapport à l'exercice précédent est accumulé dans la rubrique " écarts de conversion" inscrite dans les capitaux propres.

Les postes du compte de résultat et les flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux moyens de l'exercice.

■ Traduction des opérations en devises

Les créances et dettes exprimées en devises au bilan de clôture de l'exercice sont converties aux taux de change au 30 avril 2005. Les produits, charges et flux sont exprimés au taux en vigueur lors de leur comptabilisation. Les profits et pertes latents résultant de la conversion des actifs et passifs sont inscrits au compte de résultat conformément à l'application de la norme IAS 21.

■ Principaux cours de conversion

Les principaux taux de change appliqués hors zone Euros figurent en annexes dans la note 10

e. Bilan

■ Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses liées aux activités de recherches sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les frais de développement sont comptabilisés en charge de période sauf s'ils satisfont aux critères de reconnaissance de l'IAS 38. Il s'agit des dépenses engagées sur des projets de développement ayant pour but d'améliorer de manière substantielle des procédés nouveaux jugés techniquement viables ou dont l'utilité est démontrée dans le cas d'une utilisation en interne et dont il est probable qu'ils généreront des avantages économiques. Les dépenses ainsi immobilisées regroupent les coûts de main d'œuvre directe ainsi que les coûts des matériaux et prestations nécessaires à la réalisation de ces projets.

Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une société consolidée, les éléments d'actif et de passif identifiables sont évalués à leur juste valeur totale en fonction de l'usage prévu par le groupe. Les actifs et passifs correspondants sont donc reconnus au bilan pour leur valeur réévaluée.

Les écarts d'acquisition inscrits à l'actif du Bilan représentent la différence entre les valeurs d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans la situation nette réévaluée à la date d'acquisition. Sont incluses dans le coût d'acquisition des titres toutes les dépenses représentant des coûts externes directement liés à l'acquisition.

Dans l'activité casinotière, les opérations de croissance externe donnent lieu à l'apparition d'écarts d'acquisition positifs, car les casinos acquis ont habituellement une activité dans le seul domaine des jeux traditionnels. C'est en tenant compte de la rentabilité future notamment liée à la probabilité d'obtention des machines à sous que l'écart d'acquisition, sous déduction des éléments spécifiques qui auraient pu être affectés à des postes d'actifs, se justifie.

L'écart d'acquisition n'est pas amorti mais fait l'objet de test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur identifiée. Pour réaliser le test de dépréciation, chaque écart d'acquisition est alloué à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou au groupe d'UGT qui représente le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour les besoins de gestion interne.

Conformément à la norme IAS 36, une dépréciation comptabilisée sur un écart d'acquisition ne peut jamais faire l'objet d'une reprise.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles regroupent notamment les droits acquis d'exploitation de licences, de clientèles et les droits aux baux.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ne sont pas amorties. Compte tenu des secteurs d'activité du Groupe, ils constituent des éléments d'actifs dont il est possible de vérifier l'évolution de la valeur. Ils font l'objet de tests périodiques d'indice de pertes de valeurs.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur la durée probable d'utilisation et dépréciés en cas d'indice de pertes de valeurs.

■ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Composants :

Au niveau du groupe, l'approche par composants concerne uniquement les constructions pour lesquelles le Groupe a identifié sur ces actifs des durées d'utilités différentes.

Le mode d'amortissement principalement utilisé dans le Groupe est le mode linéaire. Les amortissements sont pratiqués en fonction de l'utilisation attendue des actifs. Les principales durées d'utilité s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| • Constructions Structures | 20 à 50 ans |
| • Constructions Fluides | 15 à 20 ans |
| • Constructions Aménagements | 8 à 15 ans |
| • Installations Générales, Agencements | 5 à 10 ans |
| • Autres immobilisations | 3 à 7 ans |

Par ailleurs, au sein du Groupe, l'amortissement des machines à sous s'effectue en mode linéaire sur cinq ans et les jetons et plaques sur dix ans.

■ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire des titres de participation est déterminée par rapport à leur valeur d'utilité ou leur valeur vénale. Cette valeur peut être appréciée notamment au travers :

- du calcul de l'actif net comptable du dernier exercice clos de la filiale, corrigé des plus values latentes éventuelles (fonds de commerce, immeubles, fiscalité différée...),
- d'éléments prévisionnels tels que les perspectives de rentabilité,
- des cours de bourse.

f. Compte de résultat

Le résultat opérationnel regroupe l'ensemble des charges et produits directement liés aux activités du groupe, que ces éléments soient des éléments récurrents (et usuels ou habituels) du cycle d'exploitation ou qu'ils résultent d'événements ou de décisions ponctuels ou inhabituels, y compris d'événements extraordinaires, sur lesquels le groupe n'a aucune maîtrise. Ainsi les autres produits et les autres charges opérationnels comprennent notamment l'impact des cessions d'actifs corporels et incorporels.

g. Instruments Financiers

Le groupe applique les normes sur les instruments financiers depuis le Bilan d'ouverture IFRS au 1er novembre 2004. Les principes comptables et d'évaluation retenus sont conformes avec les normes IAS 32 et IAS 39.

Le groupe utilise des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie pour gérer les risques sur les flux financiers liés à des emprunts à taux variables. Lors du passage aux normes IAS 32 et 39, les juste valeurs des instruments de couverture sont comptabilisées en réserve de couverture. L'impact de la première application de ces normes se traduit avant effet d'impôt par une minoration des capitaux propres de 3,6 M€ au 1^{er} novembre 2004 qui impacte entièrement les capitaux propres groupe.

Comptabilité de couverture :

La comptabilisation des instruments dérivés de couverture de juste valeur, lors de l'exercice clos au 31 octobre 2005, a généré un produit financier de 3,8 M€ impactant les comptes d'emprunts à hauteur de - 3.8 M€ et les immobilisations financières pour + 37 K€

h. Informations sectorielles

L'information sectorielle de premier niveau est établie en fonction de l'analyse des principaux secteurs d'activités du groupe. Le Groupe PARTOUCHE considère que ces sociétés d'exploitation tant casinotières qu'hôtelières ont une activité unique concourant à l'offre d'un service global à destination de ces clients. Les segments déterminés par le groupe consistent en un regroupement par sociétés sur la base d'une activité commune comme suit :

- Secteur casinotiers
- Secteurs Hôteliers
- Secteurs Autres activités

Le reporting et les structures de gestion reposent sur cette ventilation.

L'information sectorielle de second niveau repose sur un découpage par grandes régions géographiques des zones sur lesquelles s'exerce l'activité du Groupe. :

- France
- Europe hors France
- Reste du monde

9.1.2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2006, sont les suivantes :

a. Entrées

Filiales entrantes	Méthode de consolidation
PARTOUCHE INTERACTIVE	Intégration Globale
SOGIMAGE	Intégration Globale
QUE DES JEUX	Mise En Equivalence
NEW SCREENS - CASH TV	Mise En Equivalence
FAIRPLAYERS	Mise En Equivalence
SCI LA TREMBLADE	Intégration Globale
CASINO LA TREMBLADE	Intégration Globale
KIOUSK	Intégration Globale

b. Variation des pourcentages d'intérêts

Société	Contrôle		Intérêt	
	10-05	04-06	10-05	04-06
CASINO DE FORGES	58.75	58.76	58.75	58.76
COMPAGNIE DES CASINOS HOLDING	99.40	99.96	99.40	99.96
VISTALEASING	100.00	100.00	99.40	99.96
CASINO DE SAXON	100.00	100.00	99.40	99.96
ELYSEE PALACE HOTEL	99,80	99,80	91,55	91,55
CINEMA ELYSEE PALACE	96,00	96,00	88,01	88,01
ELYSEE PALACE EXPANSION	99,80	99,80	91,55	91,55
SARL CAFE CARMEN	99.95	99.95	55.53	99.95
CASINO DU LAC MEYRIN	40.00	40.00	39.76	39.98
QUARISMA	75.20	80.13	75.20	68.11
CHM	93.67	93.67	86.56	86.56
CASINO DE VICHY	99,93	99,93	91,67	91,67
ELYSEE PALACE	99,97	99,97	91,52	91,52

c. Sortie de périmètre

Déconsolidation – cession du groupe Société française de Casinos (SFC)

Sociétés
SFC
CASINO DE GRUISSAN (PHOEBUS)
CASINO PORT LA NOUVELLE
CASINO LE MIRAGE
CASINO CHATEL GUYON
SCI LE PHOEBUS
SCI AZT (GRUISSAN)

SCI HOTEL CASINO (GRUISSAN)
SCI FONCIERE GRANDS HOTELS
CIE THERMALE (Château Guyon)
SARL GCJB
SARL SED
SF2D
SIHCT
HOTEL SPLENDID (Château Guyon)
SEMCG THERMES CHATEL GUYON

d. Liquidation courant du semestre

MAZELKA

9.1.3 - Notes annexes aux comptes consolidés

9.1.3.1 Bilan actif

◆ Note 1 - Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Concessions, Brevets, Marques	Fonds commercial	Ecart d'Acquisition	Autres Immobilisations Incorporelles	Total
Valeur Brute au 31/10/2005	1 969	13 463	519 620	5 277	540 329
Acquisitions	25	-	-	349	374
Cessions	-	-	-	12	12
Entrée de périmètre	79	-	198	30	307
Sortie de périmètre	490	306	8 637	456	9 889
Ecart de conversion	(4)	-	(157)	(6)	(167)
Virements	-	-	-	14	14
Valeur Brute au 30/04/2006	1 579	13 157	511 024	5 195	530 955
Amortissements et pertes de valeur cumulés au 31/10/2005	903	5 940	100 701	4 390	111 935
Dotations/Reprises aux amortissements	14	78	-	276	367
Cessions	-	-	-	12	12
Entrée de périmètre	79	-	-	-	79
Sortie de périmètre	41	305	1 930	707	2 984
Ecart de conversion	-	-	(14)	(6)	20
Virements	-	-	-	(6)	6
Amortissements et pertes de valeur cumulés au 30/04/2006	955	5 713	98 756	3 934	109 358
Valeur Nette des Immobilisations Incorporelles au 30/04/2006	624	7 444	412 268	1 261	421 596

◆ Note 2 : Ecart d'acquisition

Ventilation des écarts d'acquisition par détentrices

En milliers d'euros	2006.04 IFRS	2005.10 IFRS
SOCIETES DETENTRICES	Net	Net
GROUPE PARTOUCHE SA	370 333	370 524
FORGES THERMAL	47	47
ELYSEE PALACE EXPANSION	1 470	1 470
CASINO PALM BEACH	5 540	5 540
SFC	-	5 310
SIHCT	-	280
SCI THERMES	667	667
GPI	6 336	6 336
SIKB	58	58
CASKNO	74	74
SATHEL	8 435	8 435
SEK	2 975	2 975
AIX THERMAL	798	798
SEMCG	-	730
C.E.C	6 649	6 798
SONECAR	6	6
ROCHE POSAY	200	200
CIE CASINOS HOLDING	8 530	8 673
PARTOUCHE INTERACTIVE	150	-
TOTAL CONSOLIDE	412 268	418 919

Ventilation des écarts d'acquisition net par activités

En milliers d'euros	
Casinos	368 723
Autres	43 545
Total consolidé	412 268

Détail des variations :

En milliers d'euros	
Valeurs Nettes 2005 IFRS	418 919
Augmentations	198
. Casino Tremblade	47
. Sogimage	151
Diminutions	(6 707)
. sortie pôle SFC (<i>Cession</i>)	(6 557)
. sortie MAZELKA (<i>liquidation</i>)	(150)
Ecart de conversion	(142)
VALEUR NETTE 2006	412 268

◆ Note 3 - Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres Immobilisations Corporelles	Total
Valeur Brute au 31/10/2005	33 081	459 621	167 957	109 188	769 848
Acquisitions	87	1 637	4 071	14 596	20 391
Cessions	738	8 782	1 000	1 919	12 439
Entrée de périmètre	-	-	-	74	74
Sortie de périmètre	307	10 416	8 830	4 485	24 038
Ecart de conversion	(43)	(441)	(223)	(136)	(843)
Virements	641	777	(1 039)	(512)	(133)
Valeur Brute au 30/04/2006	32 721	442 396	160 938	116 806	752 861
Amortissements et pertes de valeur cumulés au 31/10/2005	2 708	139 421	109 923	66 969	319 022
Dotations/Reprises aux amortissements	293	10 273	8 660	3 470	22 697
Cessions	-	3 104	689	1 672	5 465
Entrée de périmètre	-	-	-	-	-
Sortie de périmètre	1	5 808	7 152	3 654	16 614
Ecart de conversion	-	(104)	(120)	(103)	(326)
Virements	607	195	(711)	(115)	(24)
Amortissements et pertes de valeur cumulés au 30/04/2006	3 607	140 874	109 912	64 897	319 290
Total Impairment	-	5	-	84	89
Valeur Nette des Immobilisations Incorporelles au 30/04/2006	29 114	301 517	51 026	51 825	433 482

◆ Note 4 - Participations sociétés mises en équivalence

En milliers d'euros	30/04/06	30/04/05	31/10/05
Participations MEE (Bilan)	8 896	6 288	6 465
Ecart d'acquisition net relatif aux sociétés MEE	4 818	594	594

Les participations du groupe dans des entreprises associées et les pourcentages de participation sont détaillées dans la note relative au périmètre Cf. chapitre 9

Les montants ci-dessous représentent la quote-part du groupe au titre des éléments d'actifs, de passif et de résultat relatifs aux entreprises associées :

En milliers d'euros	30/04/06	30/04/05	31/10/05
Actifs non courants	111 009	110 877	111 350
Actifs courants	41 841	37 660	42 354
Passifs non courants	555	1 592	1 619
Passifs courants	152 294	142 585	151 251
Actifs nets	1	4 360	834
Chiffre d'affaires relatif aux sociétés MEE	18 835	13 090	33 449

◆ [Note 5 - Autres actifs financiers non courants](#)

Titres de participations non consolidés

En milliers d'euros	30 Avril 2006			Valeur Nette 31/10/2005
	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	
Sociétés non consolidées détenues à + de 50%	819	756	63	86
Sociétés non consolidées détenues de 20 à 50%	155	142	13	13
Sociétés non consolidées détenues à moins de 20%	23 904	300	23 604	21 899
TOTAL	24 878	1 198	23 680	21 997

Principales participations non consolidées

En milliers d'euros	% du Capital Détenu	Valeur Nette Comptable	Résultat 31/10/2005	Capitaux Propres (hors Résultat) 31/10/2005	Chiffres d'Affaires 30/04/2006
Société Fermière du Casino de Cannes	15,76%	22 437	2 736	31 180	48 300
Autres	-	1 243	-	-	-
TOTAL	-	23 680	-	-	-

◆ [Note 6 – Disponibilité et équivalents de trésorerie](#)

En milliers d'euros	30/04/2006	31/10/2005
SICAV de trésorerie	24 411	33 924
Fonds Communs de Placement	286	91
Intérêts courus / VMP	-	-
Provision pour dépréciation	-	(2)
Valeurs mobilières de Placement (nettes)	24 697	34 014
Disponibilités	82 340	83 605
Trésorerie débitrice	107 037	117 619

Le cours de bourse de l'action du Groupe PARTOUCHE au 30 avril 2006 est de 16,15 €

9.1.3.2 Bilan passif

◆ [Note 7 – Capitaux propres](#)

Capital – Actions en circulation

CAPITAL SOCIAL	30 avril 2006
Actions émises entièrement libérées	43 097 418
Valeur Nominale	2 €

Capitaux Propres : Détails

DETAIL DES RESERVES DE CONSOLIDATION GROUPE En milliers d'euros	30/04/2006	30/04/2005	31/10/2005
Ecart de réévaluation	(42 663)	(42 663)	(42 663)
Autres réserves et report à nouveau	156 034	123 275	123 275
Réserve légale	8 619	8 619	8 619
Réserves de consolidation groupe	20 413	19 864	20 417
Elimination auto contrôle, part groupe	(169)	(169)	(169)
Autres réserves groupe	2 966	1 856	2 629
Réserves de Consolidation Groupe	145 201	110 783	112 109

DETAIL DES INTERETS MINORITAIRES	30/04/2006	30/04/2005	31/10/2005
Réserves hors groupe	29 327	26 444	27 584
Réserves de conversion hors groupe	(455)	(190)	(232)
Résultat hors groupe	3 209	3 434	6 290
Intérêts Minoritaires	32 081	29 688	33 642

◆ **Note 8 - Provisions**

Provisions Non Courantes	Ouverture 31/10/2005	Sociétés Entrées	Dotations	Reprises Non utilisées	Reprises utilisées	Reclas.	Sociétés Sorties	Clôture 30/04/2006
En milliers d'euros								
Provisions pour Litiges	1 934	-	200	-	187	(20)	-	1 927
Provisions pour Impôts	2 155	2	629	-	892	264	541	1 617
Provisions pour Jackpot	753	-	581	-	605	-	20	708
Autres provisions	12 868	-	1 003	-	738	(1 866)	160	11 106
Total	17 710	2	2 412	-	2 421	(1 622)	721	15 359

Provisions Courantes	Ouverture 31/10/2005	Sociétés Entrées	Dotation	Reprise non utilisée	Reprise utilisée	Reclas.	Sociétés Sorties	Clôture 30/04/2006
En milliers d'euros								
Total	621	-	300	-	4	152	8	1 077

◆ **Note 9 - Emprunt et dettes financières**

Variation du poste Emprunts Bancaires	Total 31.10.05	Incidence de périmètre	Augmentation	Diminution	Total 30.04.06
En milliers d'euros					
Emprunts Bancaires	464 126	-3 211	-	-20 978	439 937

Ventilation des emprunts et dettes par échéances	30/04/06				31/10/2005
	TOTAL	- 1 ANS	1 à 5 ANS	+ 5 ANS	
En milliers d'euros					
Emprunts Bancaires	439 937	38 988	176 374	224 575	464 126
Intérêts courus / emprunts	162	162			91
Crédit bail retraité	3 725	740	2 985		4 095
Comptes bancaires créditeurs	225	225			326
Autres emprunts et dettes	108 520	48	8 472	100 000	108 752
Participations des salariés	10 951	1 703	8 882	366	10 427
Dépôt et cautionnement	601	7	447	147	589
Dettes sur titre de participation	964	964	-	-	964
Instruments financiers dérivés	2 229	187	2 042		2 076
Total	567 314	43 024	199 202	325 088	591 446

Un crédit syndiqué constitue l'essentiel de la dette bancaire du groupe et présente les principales caractéristiques suivantes :

- Montant du crédit à l'origine : 431 000 000 Euros.
- Capital restant dû à la clôture : 415 915 000 Euros

- Durée restante: 6,5 ans
- Taux : variable articulé sur l'Euribor 3 mois, avec diminution de la marge de la banque (25 points de base) au fur et à mesure de l'amélioration du ratio :

Endettement financier net consolidé / Résultat d'exploitation consolidé augmenté des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation consolidées, diminué des reprises sur amortissements et provisions d'exploitation consolidées.

Garanties :

- nantissement des titres des principales filiales de Groupe,
- suivi de ratios financiers liés à la rentabilité, à la structure financière et aux investissements du groupe :
 - Le ratio Résultat d'exploitation consolidé augmenté des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation consolidées, diminué des reprises sur amortissements et provisions d'exploitation consolidées / Frais financiers devra être supérieur ou égal à 4,25 au 31/10/2006.
 - Le ratio Flux de trésorerie disponible après impôt et résultat exceptionnel avant service de la dette / service de la dette devra être supérieur ou égal à 1 au 31/10/2006.
 - Le ratio Endettement financier net de la trésorerie / Résultat d'exploitation consolidé augmenté des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation consolidées, diminué des reprises sur amortissements et provisions d'exploitation consolidées devra être inférieur à 3,50 au 31/10/2006.
 - Limitation des investissements nets des cessions (hors investissements concernant les villes du Havre, La Tremblade, Sanary-sur-Mer et St-Cast-le-Guildo) à 37 000 000 Euros

Le poste « Autres emprunts et dettes » comprend une avance de FINANCIERE PARTOUCHE de 100 M€ envers GROUPE PARTOUCHE SA selon la convention d'avance d'actionnaire signée le 29 août 2003 et l'avenant du 30 septembre 2005.

Analyse par taux d'intérêts des emprunts bancaires à la clôture

En milliers d'euros hors intérêts courus	30/04/2006 Avant couverture de taux	30/04/2006 Après couverture de taux	31/10/2005 Avant couverture de taux	31/10/2005 Après couverture de taux
Endettement financier à taux fixe	4.87	4.87	10.55	11.06
Endettement financier à taux variable	435.06	435.06	453.58	453.07
Endettement financier à la clôture	439.94	439.94	464.13	464.13
Taux d'intérêt moyen - fixe -	5.33 %	5.33%	5.55 %	5.57%
Taux d'intérêt moyen - variable -	4.29 %	4.39%	3.59 %	3.62%
Taux d'intérêt moyen à la clôture	4.31 %	4.40%	3.64 %	3.66%

A la clôture de l'exercice, l'encours des emprunts à taux variable représente plus de 98 % du total des emprunts. En conséquence une couverture partielle contre le risque induit par les emprunts à taux variable est en place.

Endettement financier net à la clôture

PASSIF En milliers d'euros	TOTAL 30/04/2006	TOTAL 31/10/2005
Dettes auprès des établissements de crédits	444 048	468 638
Position de couvertures	187	34
Option des minoritaires	2 042	2 042
TOTAL	446 277	470 714

ACTIF En milliers Euros	TOTAL 30/04/2006	TOTAL 31/10/2005
Trésorerie	107 037	117 619
Position de couvertures	653	316
TOTAL	107 690	117 935
Dettes nettes après couvertures	338 202	352 779

Commentaires :

Position de couverture

Un tunnel à prime nulle a été souscrit pour couvrir le crédit syndiqué pour une durée restante de 6 mois et pour limiter une hausse éventuelle du taux de référence (euribor 3 mois) au maximum à 4,50%. Un cap a été acheté pour se protéger de la hausse du taux de référence à 3.50% et un swap à levier avec tunnel a été conclu pour se protéger de la hausse du taux de référence à 3.70%. Ces deux dernières opérations ont une durée restante de 2,5 ans.

La couverture totale du crédit syndiqué s'élève à 338 M€ au 30 avril 2006 et se réduira au fur et à mesure de l'amortissement du crédit.

Ces couvertures étaient inactives au 30 avril 2006.

Pour les comptes semestriels arrêtés au 30 avril 2006 la comptabilisation à la juste valeur des instruments dérivés de couverture génère un produit financier net de 183 K€ impactant les comptes d'emprunts de 153 K€ et les immobilisations financières pour 336 K€.

L'impact à l'ouverture des exercices précédents de ces couvertures est traité au chapitre 6 Instruments financiers.

Option des minoritaires

Sur 2004, la baisse des intérêts minoritaires s'explique principalement par le reclassement des intérêts minoritaires en dette financière suite à l'engagement de Groupe PARTOUCHE de racheter les intérêts complémentaires dans des filiales contrôlées.

9.1.3.3 Compte de résultat

◆ [Note 10 - Résultats financiers](#)

Malgré une augmentation significative de la dette bancaire liée à l'acquisition du Groupe de Divonne, le résultat financier sur le semestre ne s'est que légèrement dégradé de 0.6M€, et représente une charge financière de 10.9M€.

Ce résultat a été rendu possible par l'allègement significatif des frais liés aux couvertures de taux ; cette économie de 2,2 M€ s'explique par la tombée de couvertures pénalisantes contractées au cours de l'exercice 2002.

Par ailleurs, Groupe de Divonne génère, en raison de son implantation à proximité de la frontière suisse, des gains de change substantiels qui, ajoutés aux résultats des autres sociétés du groupe Partouche, portent à +0,4 M€ le solde des opérations de change.

9.1.3.4 Tableau de Flux - commentaires

Le flux de trésorerie total lié aux activités opérationnelles atteint 31,2 M, après une augmentation du besoin en fonds de roulement de 13,8 M€ principalement liée à la cession du pôle SFC.

Le flux de trésorerie total lié aux investissements s'élève à 16,9 M€. Les principaux investissements ont concerné pour 11,2 M€ la réalisation du casino définitif du Havre et pour 4,3 M€ les prises de participation dans les filiales de Partouche Interactive.

Les produits de cession d'immobilisation représentent 5,3 M€ et s'expliquent, pour 5,0 M€, par la cession des murs de l'hôtel de Martigny.

Le poste Emission d'emprunts est pour l'essentiel relatif à la Participation des salariés.

Les distributions de dividendes aux minoritaires s'élèvent à 3,5 M€ (contre 4,7 M€ au 30 avril 2005) et concernent principalement le pôle SFC.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, et après un flux de remboursement d'emprunt de 25,1 M€, la trésorerie du groupe s'est réduite de 10,6 M€.

9.1.3.5 Engagements consolidés

◆ [Note 11 - Engagements hors Bilan](#)

Engagement de Retraite

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en terme d'indemnités de départ en retraite.

Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon une méthode prospective. L'ensemble de la charge correspondant aux droits acquis par les salariés est déterminé sur la base des conventions en vigueur dans chaque société. Cette évaluation tient compte des probabilités, de maintien dans le groupe jusqu'au départ en retraite (65 ans), de mortalité selon le sexe, de l'évolution prévisible des rémunérations (2%), de l'actualisation financière (5,5%) et de la prise en compte des charges sociales afférentes à hauteur de 42% du montant de la provision calculée.

Au 30 avril 2006, l'engagement comptabilisé au 31 octobre 2005 a été ajusté par l'application d'un coefficient forfaitaire de 1,015.

9.1.3.6 Engagement financier hors Bilan

Engagements donnés : Obligations contractuelles et engagements commerciaux au 30 avril 2006

Obligations contractuelles En milliers d'euros	Total 31/10/2005	Total 30/04/2006	Paielements dus par période		
			A moins d'1 an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Dettes à long terme (dettes bancaires assorties de garanties)	458 863	437 053	37 195	175 284	224 574
Obligations en matière de location-financement (autres que Crédit bail)	796	105	58	47	
Contrats de location simple (baux, contrats location mobilière)	62 021	53 694	5 579	17 279	30 836
Autres engagements (nantissements ou hypothèques)	1 680	1 406		1 406	
Autres obligations (Avals et cautions)	5 345	6 648	6 648		
Traites et effets émis	159	5	5		
Garantie de passif	5 481	5 481	5 481		
Autres engagements commerciaux	35 166	33 547	4 269	11 212	18 066
Total	569 511	537 939	59 235	205 228	273 476

Engagements reçus

En milliers d'euros	Total 31/10/2005	Total 30/04/2006
Avals & Cautions	986	1 247
Garantie de passif	17 731	17 731
Total	18 717	18 978

La présentation des engagements hors Bilan faite ci-dessus n'omet pas l'existence d'un engagement hors Bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

9.1.3.7 Information par secteurs

◆ Note 12 - Informations par secteur de 1^{er} niveau : par secteur d'activités

Analyse par Activité En milliers d'euros	30-avr-06	%	30-avr-05	%	30-avr-04	%
CA jeux	201 548	78,4%	175 360	79,3%	182 533	80,2%
CA restauration	28 080	10,9%	23 001	10,4%	26 051	11,4%
CA hôtellerie	10 870	4,2%	9 532	4,3%	10 209	4,5%
CA Autres	16 603	6,5%	13 195	6,0%	8 760	3,9%
Total	257 100	100%	221 089	100%	227 553	100%

◆ Note 13 - Informations par secteur de 2^{ème} niveau : par zone géographique

Analyse par Zone Géographique En milliers d'euros	30-avr-06	%	30-avr-05	%	30-avr-04	%
France	230 058	89,5%	199 038	90,0%	207 612	91,2%
Europe (hors France)	25 802	10,0%	20 706	9,4%	18 210	8,0%
Autres implantations	1 240	0,5%	1 345	0,6%	1 731	0,8%
Total	257 100	100%	221 089	100%	227 553	100%

9.1.3.8 Evénements postérieurs à l'arrêté semestriel et opérations en cours.

Aucun élément majeur n'est intervenu dans la période postérieure à la clôture des comptes consolidés qui pourraient avoir une incidence significative dans les comptes

9.1.3.9 Liste exhaustive des sociétés consolidées

Les sociétés suivantes ont été consolidées par la SA GROUPE PARTOUCHE :

* Sociétés nouvelles

Sociétés	Pays	Pourcentage 04.2006	d'intérêts 10.2005	Méthode de consolidation
SA Groupe PARTOUCHE	France	Société mère	Société mère	Société mère
CASINOS				
SA CASINO DE SAINT AMAND	France	100,00	100,00	IG
SA GRAND CASINO DE CABOURG	France	100,00	100,00	IG
SA CASINO DU GRAND CAFE	France	61,91	61,91	IG
SA GRAND CASINO DE BEAULIEU	France	100,00	100,00	IG
SA FORGES THERMAL	France	58,75	58,75	IG
SA CASINO & BAINS DE MER DE DIEPPE	France	100,00	100,00	IG
SA JEAN METZ	France	100,00	100,00	IG
SA LE TOUQUET'S	France	90,05	90,05	IG
SA CASINOS DU TOUQUET	France	99,53	99,53	IG
SA CASINOS DE VICHY	France	91,68	91,68	IG
CASINO DE CONTREXEVILLE	France	100,00	100,00	IG
SA NUMA	France	100,00	100,00	IG
SA GRAND CASINO DE LYON	France	94,00	94,00	IG
SA LCL France & Cie (CASINO CARLTON)	France	99,99	99,99	IG
SA ECK	Belgique	99,90	99,90	IG
SA LE GRAND CASINO DE DJERBA	Tunisie	84,91	84,91	IG
CASINO NUEVO DE SAN ROQUE	Espagne	98,90	98,90	IG
SA SATHEL	France	99,88	99,88	IG
SA CASINO MUNICIPAL DE ROYAT	France	99,88	99,88	IG
SA CASINO LE LION BLANC	France	99,88	99,88	IG
SA EDEN BEACH CASINO	France	99,66	99,66	IG
SA CASINO MUNICIPAL D'AIX THERMAL	France	99,42	99,42	IG
SA CASINO DES FLOTS BLEUS	France	99,40	99,40	IG
SA CASINO DE PALAVAS	France	99,89	99,89	IG
SA CASINO DE GRASSE	France	49,74	49,74	IP
CASINO DE PORNICHE	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE PORNIC	France	100,00	100,00	IG
CASINO D'ANDERNOS	France	99,78	99,78	IG
CASINO D'ARCACHON	France	98,65	98,65	IG
CASINO DE SALIES DE BERN	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE LA GRANDE MOTTE	France	99,98	99,98	IG
CASINO DE GREOUX	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE SAINT NECTAIRE	France	100,00	100,00	IG
CASINO D'EVAUX LES BAINS	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE SAINT HONORE	France	97,22	97,22	IG
CASINO DE PLOMBIERES	France	100,00	100,00	IG
CASINO D'OSTENDE	Belgique	59,99	59,99	IG
CASINO DE CHAUFONTAINE	Belgique	59,99	59,99	IG
CASINO DE LA ROCHE POSAY	France	89,70	89,70	IG
CASINO DE AGON COUTAINVILLE	France	89,36	89,36	IG
CASINO DE HYERES	France	99,90	99,90	IG
CASINO DE VAL ANDRE	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE PLOUESCAT	France	97,00	97,00	IG

Sociétés	Pays	Pourcentage d'intérêts 04.2006	10.2005	Méthode de consolidation
CASINO DE BANDOL	France	100,00	100,00	IG
CASINO LAC MEYRIN	Suisse	39,98	39,76	IG
SA LYDIA	France	97,30	97,30	IG
CASINO DU HAVRE	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE LA TRINITE	France	100,00	100,00	IG
CASINO DU PALAIS DE LA MEDITERRANEE	France	25,00	25,00	ME
INTERNATIONAL CASINO OF MADRID	Egypte	17,63	17,63	ME
CASINO DE DIVONNE	France	98,69	98,69	IG
CASINO D'ANNEMASSE	France	99,94	99,94	IG
CASINO DE HAUTEVILLE LOMPNES	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE SAINT JULIEN	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE CRANS-MONTANA	Suisse	80,00	80,00	IG
HOTELS				
SA ELYSEE PALACE HOTEL	France	91,55	91,55	IG
SA HOTEL INTERNATIONAL DE LYON	France	94,00	94,00	IG
SNC GARDEN BEACH HOTEL	France	99,67	99,67	IG
SARL AQUABELLA	France	99,79	99,79	IG
HOTEL 3.14	France	99,99	99,99	IG
GRANDS HOTELS DU PARC	France	100,00	100,00	IG
HOTEL COSMOS	France	100,00	100,00	IG
HOTEL EHC CHARBONNIERE	France	99,88	99,88	IG
SARL SINOCA	France	100,00	100,00	IG
AUTRES SOCIETES				
SA CANNES BALNEAIRES PALM BEACH	France	99,99	99,99	IG
SA C.H.M.	France	86,56	86,56	IG
SA BARATEM	France	99,25	99,25	IG
SA HOLDING GARDEN PINEDE	France	100,00	100,00	IG
SCI HOTEL GARDEN PINEDE	France	100,00	100,00	IG
SCI RUE ROYALE	France	99,99	99,99	IG
Elysée Palace EXPANSION	France	91,55	91,55	IG
Elysée Palace SA	France	91,53	91,53	IG
SCI LYDIA INVESTISSEMENT	France	97,00	97,00	IG
SCI LES THERMES	France	99,99	99,99	IG
SARL THERMPARK	France	99,99	99,99	IG
SA GROUPE PARTOUCHE Belgique	Belgique	99,90	99,90	IG
SA SIKB	Belgique	99,90	99,90	IG
SPRL CASKNO	Belgique	69,93	69,93	IG
SARL SEK	France	99,88	99,88	IG
SCI DE L'EDEN BEACH CASINO	France	99,88	99,88	IG
SCI PALAVAS INVESTISSEMENT	France	99,89	99,89	IG
SCI DU CASINO DE GRASSE	France	49,78	49,78	IP
CAFÉ CARMEN	France	99,95	55,53	IG
CBAP Centre Balnéothérapie	France	99,99	99,99	IG
VILLA DU HAVRE	France	100,00	100,00	IG
A.D.NOR Technologie	France	69,93	69,93	IG
ETABLISSEMENT THERMAL VITTEL	France	100,00	100,00	IG
ETABLISSEMENT THERMAL CONTREX	France	100,00	100,00	IG
SCI FONCIERE DE VITTEL ET CONTREX	France	100,00	100,00	IG
EUROPEENNE DE CASINO HOLDING	France	100,00	100,00	IG
BELCASINOS	Belgique	60,00	60,00	IG
SA CHAUDFONTAINE LOISIRS	Belgique	59,99	59,99	IG
SCI GAFA	France	89,80	89,80	IG
SCI AZUR BANDOL	France	100,00	100,00	IG
CASINO VIRGINIAN DE RENO	Etat-Unis	100,00	100,00	IG

Sociétés	Pays	Pourcentage d'intérêts		Méthode de consolidation
		04.2006	10.2005	
HOTEL DU PARC	Suisse	99,83	99,83	IG
SCI MIAMI	France	99,78	99,78	IG
SCI LES MOUETTES	France	100,00	100,00	IG
SCI LES JARRES	France	100,00	100,00	IG
HOLDING SONECAR	France	100,00	100,00	IG
HOLDING LUDICA	France	100,00	100,00	IG
GIE EUROP.GESTION COMPANY	France	100,00	100,00	IG
SCI LERICHE ROSTAGNE	France	100,00	100,00	IG
HOLDING EUROPEENNE GAMING CIE	France	100,00	100,00	IG
SCI JMB	France	100,00	100,00	IG
CASINO DE LA SEYNE SUR MER	France	87,88	87,88	IG
VZW	Belgique	60,00	60,00	IG
CIE CASINO HOLDING	Suisse	99,96	99,40	IG
VISTALEASING	Suisse	99,96	99,40	IG
SANDTON	Irlande	100,00	100,00	IG
SCI PARC DE POSAY	France	89,71	89,71	IG
SARL PARC DU CHATEAU	France	71,76	71,76	IG
STE FRANCAISE INVEST HOTEL	France	25,00	25,00	ME
SAS HOTEL DU PALAIS DE LA MEDITERRANEE	France	25,00	25,00	ME
CINEMA ELYSEE VICHY	France	88,01	88,01	IG
QUARISMA	France	68,11	75,20	IG
CASINO DE SAXON	Suisse	99,96	99,40	IG
CASINO SLUIS NV	Pays Bas	39,96	39,96	IG
GROUPE DE DIVONNE	France	100,00	100,00	IG
SCI DE L'ARVE	France	99,94	99,94	IG
SOMARG	France	100,00	100,00	IG
PARTOUCHE INTERACTIVE*	France	85,00	-	IG
SOGIMAGE*	France	64,12	-	IG
QUE DES JEUX*	France	17,00	-	ME
NEWS SCREENS CASH TV*	France	39,25	-	IP
SCI LA TREMBLADE*	France	70,06	-	IG
CASINO LA TREMBLADE*	France	69,76	-	IG
KIOUSK *	France	100,00	-	IG
FAIR PLAYERS*	France	17,00	-	ME

9.1.3.10 Principaux cours de conversion

Les principaux taux de change appliqués hors zone euro sont les suivants :

Devises / EURO	30/04/06		30/04/05		31/10/05	
	Taux clôture	Taux moyen	Taux clôture	Taux moyen	Taux clôture	Taux moyen
USD Dollar US	1,2537	1,19984	1,2957	1,31118	1,2023	1,26781
CHF Franc Suisse	1,5713	1,55615	1,5374	1,54198	1,5455	1,54542
MAD Dirham Marocain	11,048	10,94641	11,102	11,13205	10,9531	11,05968
TND Dinar Tunisien	1,6566	1,62193	1,6126	1,60753	1,6188	1,61004
EGP Livre égyptienne	7,1335	6,90834	7,4925	7,82848	6,946	7,41163

9.1.4 - Tableaux de rapprochements entre Normes CRC 99.02 – Normes IFRS

9.1.4.1 Tableau de rapprochement des capitaux propres au 1^{er} novembre 2004 entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS.

En milliers d'euros	Notes	Capital	Primes liées au capital	Actions Propres	Autres réserves	Résultats accumulés	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires
Variante 1 : Normes françaises		86 195	9 411	-	-42 504	190 531	243 633	35 805
IAS16 Approche par composants						-2 964	-2 964	
IAS36 Dépréciation des immobilisations						-16	-16	
IAS36 Impairment écarts d'acquisition	1					-14 483	-14 483	
IAS39 Instruments financiers / couverture emprunt						-3 565	-3 565	
Annulation des frais d'établissement						-1 299	-1 299	
Annulation des frais de recherche						218	218	
Annulation des charges à répartir						-7 166	-7 166	
Dépréciation titres SFCMC Juste valeur	2					-17 258	-17 258	
Reclassement actions propres				-169		-	-169	
Impôt différé : Retraitements fiscaux et d'harmonisation						6 983	6 983	
Impôt différé / IAS39 Retraitement des instruments financiers						1 224	1 224	
Reclassement Put de minoritaires								-2 043
Autres			0		13	215	228	-228
Variante 2 : Normes IFRS		86 195	9 411	-169	-42 491	152 421	205 367	33 534

9.1.4.2 Tableau de rapprochement des capitaux propres au 30 avril 2005 entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS.

En milliers d'euros	Notes	Capital	Primes liées au capital	Actions Propres	Autres réserves	Résultats accumulés	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires
Variante 1 : Normes françaises		86 195	9 411	-	-42 550	198 276	251 332	31 714
IAS16 Approche par composants						-3 068	-3 068	
IAS36 Dépréciation des immobilisations						-24	-24	
IAS36 Impairment écarts d'acquisition	1					-14 483	-14 483	
IAS39 Instruments financiers / couverture emprunt						-2 211	-2 211	
Annulation des frais d'établissement						-1 140	-1 140	
Annulation des frais de recherche						295	295	
Annulation des charges à répartir						-6 470	-6 470	
Annulation Fond de commerce						65	65	
Dépréciation titres SFCMC Juste valeur	2				2 347	-17 259	-14 912	
Reclassement actions propres				-169		-	-169	
Impôt différé : Retraitements fiscaux et d'harmonisation					-446	6 644	6 198	
Impôt différé / IAS39 Retraitement des instruments financiers						748	748	
Reclassement Put de minoritaires						-	-	-2 043
Retraitement amortissement dotation écart acquisition						10 891	10 891	112
Autres					-24	120	96	-96
Variante 2 : Normes IFRS		86 195	9 411	-169	-40 673	172 384	227 149	29 688

9.1.4.3 Tableau de rapprochement des capitaux propres au 31 octobre 2005 entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS.

En milliers d'euros	Notes	Capital	Primes liées au capital	Actions Propres	Autres réserves	Résultats accumulés	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires
Variante 1 : Normes françaises		86 195	9 411	-	-42 689	196 899	249 815	35 874
IAS16 Approche par composants						- 2789	- 2 789	
IAS36 Dépréciation des immobilisations						-48	- 48	
IAS36 Impairment écarts d'acquisition	1					-15 594	-15 594	
IAS39 Instruments financiers / couverture emprunt						283	283	
Annulation des frais d'établissement						-855	-855	
Annulation des frais de recherche						83	83	
Annulation des charges à répartir						-3 759	-3 759	
Annulation Fond de commerce						188	188	
Dépréciation titres SFCMC Juste valeur	2				3 325	-17 259	-13 934	
Reclassement actions propres				-169		-	-169	
Impôt différé : Retraitements fiscaux et d'harmonisation					- 632	5526	4 894	
Impôt différé / IAS39 Retraitement des instruments financiers						-96	-96	
Reclassement Put de minoritaires							-	- 2 043
Retraitement amortissement dotation écart acquisition						22 124	22 124	224
Autres			0		-60	473	413	-413
Variante 2 : Normes IFRS		86 195	9 411	-169	-40 056	185 176	240 558	33 642

9.1.4.4 Tableau de rapprochement du résultat consolidé groupe entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS au 30 avril 2005.

Les principaux retraitements relatifs au résultat consolidé groupe au 30 avril 2005 entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS sont les suivants :

En millions d'euros	30/04/2005
Résultat groupe 99.02	8,1
Annulation des dotations aux amortissements relatifs aux écarts acquisition (IAS 36)	11,2
Instruments financiers / couverture (IAS 39)	1,4
Impact impôts différés	- 0,8
Divers (retraitements inférieurs à 1M€)	0,7
Résultat groupe IFRS	20,6

9.1.4.5 Tableau de rapprochement du résultat consolidé groupe entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS au 31 octobre 2005.

Les principaux retraitements relatifs au résultat consolidé groupe au 31 octobre 2005 entre les normes CRC 99.02 et les normes IFRS sont les suivants :

En millions d'euros	31/10/2005
Résultat groupe 99.02	6,9
Annulation des dotations aux amortissements relatifs aux écarts acquisition (IAS 36)	22,3
Ecart acquisition / Impairment tests	- 1,1
Instruments financiers / couverture (IAS 39)	3,9
Impact impôts différés	- 2,4
Retraitement lié aux charges à répartir	3,4
Divers (retraitements inférieurs à 1M€)	- 0,1
Résultat groupe IFRS	32,9

9.1.4.6 Notes d'explications des tableaux de rapprochement entre Normes Françaises et Normes IFRS

Les états financiers ont été retraités conformément aux normes comptables internationales en vigueur. Les principes comptables des normes IFRS ont été appliqués de manière constante à toutes les périodes présentées. Il est à noter la position prise par le groupe en vertu de l'application du référentiel IFRS sur les éléments suivants :

◆ [Note1 : dépréciation des écarts d'acquisition](#)

Les tests de dépréciation pratiqués sur les écarts d'acquisition au titre de l'IAS36, ont conduit le groupe à constater une dépréciation des Goodwill relatif aux casinos d'Andernos, de Chaudfontaine et d'Ostende. Cela s'est traduit par un impact sur les capitaux propres d'ouverture de 14,4 M€

◆ [Note 2 : Evaluation à la juste valeur de certains actifs](#)

L'évaluation à la juste valeur d'actif a concerné uniquement les titres non consolidés de la Société fermière du casino municipale de Cannes SFCMC. Cette évaluation a eu un impact défavorable de 17,3 millions d'Euros sur les capitaux propres d'ouverture, correspondant à la différence entre la valeur comptable de ces titres 35, 3 M€ et leur juste valeur de 18 M€

9.1.5 - Comptes consolidés semestriels 30 avril 2005.- Normes CRC 99-02

9.1.5.1 Bilan consolidé – actif (valeurs nettes)

En milliers d'euros	30/04/05	30/04/04	30/04/03	31/10/04
Frais d'établissement	252	460	1 201	297
Frais de recherche	247	404	79	323
Concessions, Brevets et marques	959	590	621	1 038
Fonds commercial	6 445	7 051	2 207	6 876
Ecart d'acquisition	341 767	369 802	392 931	358 914
Autres immobilisations incorporelles	1 076	2 101	6 308	987
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	350 746	380 408	403 347	368 435
Terrains	21 249	19 333	18 162	21 343
Constructions	236 374	244 485	234 044	241 829
Installations techniques	48 082	46 696	36 075	48 637
Autres immobilisations corporelles	54 224	53 238	50 791	57 141
Immobilisations en cours	7 988	8 028	5 518	5 019
Avances et acomptes	3 374	2 812	5 459	816
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	371 291	374 592	350 049	374 785
Titres de participation	35 973	36 231	36 816	35 982
Prêts	2 585	970	1 492	210
Autres immobilisations financières	-	2 429	2 456	2 442
Titres mis en équivalence	5 750	-	-	5 404
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	44 308	39 630	40 764	44 038
ACTIF IMMOBILISE	766 345	794 630	794 160	787 258
Stocks Matières premières	2 876	2 757	2 338	2 641
Stocks Produits intermédiaires et finis	-	542	448	166
Stocks Marchandises	4 551	4 184	4 540	4 233
Avances et acomptes sur commandes	953	982	411	550
Clients	8 705	10 165	9 233	9 823
Etat - Impôt différé	810	442	4 655	1 030
Autres créances	15 636	27 761	29 587	21 535
Actions propres	169	291	169	169
Autres valeurs mobilières	25 104	3 928	14 777	3 572
Disponibilités	63 814	51 074	53 056	65 916
Charges constatées d'avance	7 932	8 905	7 292	7 653
ACTIF CIRCULANT	130 550	111 031	126 506	117 287
Comptes de Régularisation	7 545	8 894	2 686	8 266
TOTAL GENERAL	904 440	914 555	923 352	912 811

9.1.5.2 Bilan consolidé – Passif

En milliers d'euros	30/04/05	30/04/04	30/04/03	31/10/04
Capital social	86 195	86 195	86 195	86 195
Primes d'émission	9 411	9 411	9 411	9 411
Réserves consolidées	147 510	127 713	109 295	127 734
Réserves de conversion groupe	113	105	126	159
RESULTAT Groupe	8 103	10 514	9 465	20 134
CAPITAUX PROPRES	251 332	233 938	214 492	243 633
Intérêts hors groupe	28 514	29 006	24 359	28 517
RESULTAT hors groupe	3 200	3 132	4 133	7 287
INTERETS MINORITAIRES	31 714	32 138	28 492	35 805
Provisions pour risques	3 226	5 019	4 915	4 061
Provisions pour charges	10 778	5 915	4 383	8 573
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	14 004	10 934	9 298	12 634
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	312 259	363 560	499 605	339 621
Emprunts et dettes financières divers	135 752	116 660	17 751	115 275
Avances et acomptes reçus sur commandes	3 187	3 237	2 950	1 827
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 161	19 496	18 470	17 811
Dettes fiscales et sociales	88 646	84 742	75 469	97 438
Impôts différés Passif	22 065	17 366	16 970	23 171
Dettes sur immobilisations	5 449	9 294	15 191	7 601
Autres dettes	14 865	16 126	15 247	10 827
Produits constatés d'avance	7 005	7 064	9 417	7 167
DETTES ET REGULARISATIONS	607 390	637 545	671 070	620 739
TOTAL GENERAL	904 440	914 555	923 352	912 811

9.1.5.3 Compte de résultat consolidé

En millier d'euros	30/04/2005	30/04/2004	30/04/2003	31/10/2004
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	221 089	227 553	211 477	452 495
Production immobilisée	145	158	266	418
Subvention d'exploitation	453	226	185	467
Reprises amortissements, provisions, transfert de charges	4 508	6 033	5 545	13 645
Autres produits	336	191	211	509
PRODUITS D'EXPLOITATION	226 531	234 161	217 684	467 534
Achats et variations de stock	12 660	11 788	11 733	24 578
Autres achats et charges externes	45 171	47 336	46 312	97 051
Impôts, taxes et versements assimilés	11 469	10 987	10 394	22 045
Charges de personnel	84 038	82 795	78 290	169 799
Dotations amortissements immobilisations	18 772	18 004	16 402	37 290
Dotations provisions sur actif circulant	1 753	2 395	2 149	2 774
Dotations provisions risques et charges	1 477	1 225	1 271	1 930
Autres charges	5 126	4 748	4 377	12 865
CHARGES D'EXPLOITATION	180 466	179 278	170 928	368 332
RESULTAT D'EXPLOITATION	46 065	54 883	46 756	99 202
PRODUITS FINANCIERS	780	1 665	833	4 126
CHARGES FINANCIERES	12 431	14 906	18 455	29 067
RESULTAT FINANCIER	(11 651)	(13 241)	(17 622)	(24 941)
RESULTAT COURANT avant impôt	34 414	41 642	29 134	74 260
PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 097	15 230	21 764	34 693
CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 007	13 611	14 217	27 134
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 090	1 619	7 547	7 559
Dotations amortissements écarts acquisition	11 293	11 165	11 164	22 339
Impôts dus sur les bénéfices	12 986	15 688	9 661	22 495
Impôts différés sur les bénéfices	(859)	1 906	2 258	7 475
Quote-part de résultat des sociétés mises en Equivalence	1 781	856		2 089
TOTAL DES PRODUITS	244 267	251 056	240 281	506 335
TOTAL DES CHARGES	232 964	237 410	226 683	478 931
Résultat des sociétés intégrées	11 303	13 646	13 598	27 421
RESULTAT GROUPE	8 103	10 514	9 465	20 134
RESULTAT HORS GROUPE	3 200	3 132	4 133	7 287
Résultat net par action *	0,2623	0,32	2,20	0,6363

* Nombre d'actions en 2005 : 43 097 418

9.1.5.4 Tableau de variation des flux de trésorerie

En milliers d'euros	30/04/2005	30/04/2004	31/10/2004
Résultat Net Consolidé	11 303	13 646	27 421
Dotations & reprises d'amortissements	30 131	26 993	58 474
Dotations & reprises de provisions	(729)	(32)	(565)
Variations impôts différés	(859)	1 906	7 475
Produits de cession éléments d'actifs	(1 644)	1 570	(10729)
Elimination de la quote part des mises en équivalences	1 781	855	2 089
Capacité d'autofinancement	39 983	44 938	84 166
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	2 558	5 196	22 389
Flux de trésorerie liés à l'activité	42 541	50 134	106 555
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(17 170)	(30 453)	(53 071)
Acquisitions d'immobilisations financières	(272)	(542)	(6 160)
Dettes sur immobilisations	(1 952)	(1 010)	(2 696)
Cession éléments Actifs immobilisés	417	2 245	2 705
Incidence des variations du périmètre et divers	9 015	(7)	14 766
Flux de trésorerie d'investissements	(9 962)	(29 766)	(44 455)
Variation des emprunts et autres dettes financières	(7 769)	(28 220)	(53 901)
Charges à répartir	-	-	(107)
Dividendes versés	(5 071)	(152)	(1 670)
Flux de trésorerie de financement	(12 840)	(28 372)	(55 678)
Incidence des variations du cours des devises	(117)	(15)	104
VARIATION DE LA TRESORERIE	19 622	(8 019)	6 525
Trésorerie à l'ouverture	69 146	62 620	62 620
Trésorerie de clôture	88 768	54 601	69 146

9.1.5.5 Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation consolidé

VARIATION DU BFR D'EXPLOITATION En milliers d'euros	30/04/2005	30/04/2004	31/10/2004
Stocks et en-cours	(397)	(290)	(63)
Avances et acomptes	(440)	(41)	428
Clients, comptes rattachés	1 114	2 710	2 547
Autres actifs d'exploitation	5 552	6 667	15 710
SOUS TOTAL	5 829	9 045	18 622
Fournisseur	436	1 160	246
Avances et acomptes	1 361	769	(398)
Dettes fiscales et sociales	(8 346)	(3 881)	8 150
Autres passifs d'exploitation	3 277	(1 897)	(4 231)
SOUS TOTAL	(3 271)	(3 849)	3 767
VARIATION DU BFR D'EXPLOITATION	2 558	5 196	22 389

9.1.5.6 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital social	Prime	Réserves de conversion	Réserves Consolidées Groupe	Résultat consolidé groupe	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires
Situation au 31 octobre 2003	86 195	9 411	128	110 017	17 657	223 408	31 032
Ecart de conversion			31			31	(111)
Distribution de dividendes GP SA							
Distribution de dividendes filiales							(1 806)
Variation Périmètre - Nouvelles filiales -							
Changement de méthode				(644)		(644)	(85)
Autres variations				704		704	(512)
Affectation Résultat de l'exercice 2003				17 657	(17 657)		
Résultat de l'exercice 2003					20 134	20 134	7 287
Situation au 31 octobre 2004	86 195	9 411	159	127 734	20 134	243 633	35 805
Ecart de conversion			(46)			(46)	(79)
Distribution de dividendes GP SA							
Distribution de dividendes filiales							(7 194)
Variation Périmètre							(16)
Autres variations				(358)		(358)	(2)
Affectation Résultat de l'exercice 2004				20 134	(20 134)		
Résultat semestriel au 30 avril 2005					8 103	8 103	3 200
Situation au 30 avril 2005	86 195	9 411	113	147 510	8 103	251 332	31 714

9.1.6 - Rapport de gestion au 30 avril 2006

Rapport d'activité du groupe

9.1.6.1 Faits marquants

Au cours du premier semestre de l'exercice 2006 clos au 30 avril 2006, le périmètre de consolidation du groupe a connu les principales évolutions suivantes :

- entrées des sociétés suivantes : Partouche Interactive et ses filiales, SCI La Tremblade et Casino La Tremblade
- cession du groupe Société française de Casinos (SFC) avec déconsolidation au 30 avril 2006.

Ces évolutions impactant le périmètre du groupe n'ont pas d'effet significatif sur la comparabilité des comptes présentés. Il faut par contre tenir compte, dans l'appréciation des comptes au 30 avril 2006, de la présence nouvelle des sociétés du groupe de Divonne.

Par ailleurs Groupe PARTOUCHE publie pour la première fois ses comptes consolidés en normes IFRS.

9.1.6.2 Activité

Groupe PARTOUCHE a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 257,1 M€ en progression de 16,3% par rapport au 30 avril 2005. Ce chiffre d'affaires intègre les chiffres des sociétés du groupe de Divonne. Ces dernières sociétés ont réalisé un Produit Brut des Jeux de 52,3 M€, un Produit net des Jeux de 24,7M€ et un chiffre d'affaires de 31,6 M€.

Hors ces sociétés du groupe de Divonne, le CA du groupe s'élève à 225,5 M€, en progression de 2,0% par rapport au 30 avril 2005.

Cette faible progression (hors Groupe de Divonne) est essentiellement issue des activités annexes à l'activité principale des jeux. En effet, la progression du Produit Brut des Jeux de 4%, soit 11,3 M€, a été très largement annihilée par la croissance de 5,1% des prélèvements (+ 9,8 M€). En résulte une évolution du Produit net des jeux limitée à 1,5M€ (+0,8%).

Au sein du Produit Brut des Jeux (hors Groupe de Divonne), la part des machines à sous est encore en augmentation et atteint désormais 94,1% du PBJ total. Cette croissance du PBJ des machines à sous (+13,9M€) est notamment liée d'une part en

France aux nouveaux établissements du Havre (+5,8 M€) et de Port-Barcarès (+1,4 M€), et d'autre part en Suisse au casino de Meyrin (+3 M€).

Les jeux traditionnels ont enregistré un nouveau recul de 10,5%, essentiellement en fonction des chiffres du Palm Beach de Cannes.

Les prélèvements ont atteint 230,3 M€ (Groupe de Divonne inclus) et 202,7 M€ (hors Groupe de Divonne) au 30 avril 2006 contre 192,9 M€ au 30 avril 2005. La ponction fiscale ainsi exercée s'élève à 53,4% contre 52,4% précédemment, encore impactée pour les deux premiers mois du semestre par l'augmentation du taux de C.S.G initiée le premier janvier 2005.

Au sein des autres activités, les principales contributions à la croissance du chiffre d'affaires enregistrée sont le fait du Pasino de St-Amand-les-Eaux, et des hôtels 3.14 à Cannes et Le Pavillon à Charbonnières.

9.1.6.3 Résultats

Le **résultat opérationnel IFRS** du groupe atteint 54,7 M€ au 30/04/2006 contre 49,0 M€ au 30/04/2005, en progression de 11,6%. La marge opérationnelle équivaut à 21,3% du chiffre d'affaires contre 22,1% précédemment.

Des éléments exceptionnels non récurrents impactent le résultat opérationnel. Il s'agit notamment de la cession du pôle SFC, qui dégage une plus-value de 9,3 M€.

Hors ce dernier impact, le résultat opérationnel atteint 45,4 M€ et s'avère légèrement inférieur à celui du 1^{er} semestre 2005 corrigé du même effet, soit 46,9 M€.

Cette évolution du résultat opérationnel est principalement attachée aux casinos situés en France, dont on a vu précédemment que dans un contexte de faible progression d'activité ils avaient supporté sur ce premier semestre une charge fiscale accrue. La progression de leurs charges d'exploitation est principalement marquée dans les charges salariales qui intègrent les effets de l'accord passé relatif à la rémunération du travail de nuit. Par ailleurs le secteur hôtelier enregistre une dégradation liée notamment au démarrage de l'hôtel de Charbonnières, le Pavillon de la Rotonde (perte d'exploitation de 0,4 M€).

L'ensemble des sociétés du groupe de Divonne a réalisé un résultat opérationnel de 0,2 M€. Il faut souligner que ce résultat encourageant s'inscrit en progression par rapport à la perte enregistrée en 2005, grâce aux effets des mesures prises par Groupe PARTOUCHE depuis l'acquisition du 30 septembre 2005.

Le **résultat financier** représente une perte de 10,9 M€ contre une perte 10,3 M€ au premier semestre de l'exercice 2005.

Cette faible augmentation des charges financières, faible au regard de l'accroissement de la dette bancaire induit par l'acquisition du groupe de Divonne, s'explique par la modification de la couverture de taux opérée en fin d'exercice 2005 et notamment la disparition d'une couverture pénalisante datant de 2002.

Le **résultat net** total s'élève à 27,5 M€ et progresse de 14,4% par rapport au premier semestre 2005. Cette évolution profite exclusivement à la part du groupe qui atteint 24,3 M€ (+17,9%).

Concernant la situation bilantielle à fin avril 2006, au passif, les capitaux propres connaissent comme principale évolution par rapport au 31 octobre 2005 le résultat de la période et la dette financière courante s'amortit de 22,9 M€.

A l'actif, il faut noter l'augmentation des créances sur cessions d'actifs pour 10,0 M€ née de la cession du pôle SFC.

Enfin, les principaux chiffres des comptes sociaux de la maison-mère Groupe Partouche SA sont les suivants :

En milliers d'euros	30/04/2006	30/04/2005
Chiffre d'affaires	5 964	4 397
Résultat d'exploitation	-807	- 2 548
Résultat financier	35 887	40 036
Résultat exceptionnel	7 800	- 22
Résultat net	50 295	46 901

9.1.6.4 Perspectives

Le second semestre de l'exercice enregistre l'ouverture du casino définitif du Havre inauguré le 1^{er} juin 2006 et l'expérimentation, au sein de quelques casinos, des nouvelles mesures touchant à l'exploitation des salles de jeux, telles que la mixité des salles de jeux traditionnels et machines à sous, le contrôle des interdits de jeu à l'entrée du casino et l'introduction du poker.

L'application au 1^{er} novembre 2006 des mesures attachées au jeu responsable à l'ensemble des établissements casinotiers français induit un manque de visibilité certain quant aux perspectives d'activité du secteur.

Par ailleurs, Groupe PARTOUCHE participe au second appel d'offres concernant le futur casino de Lille.

9.1.7 - Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés de GROUPE PARTOUCHE S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

Comptes relatifs à la période du 1^{er} novembre 2005 au 30 avril 2006

Mesdames,

Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Groupe Partouche S.A., relatif à la période du 1er novembre 2005 au 30 avril 2006, tel qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005/2006, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptés dans l'Union européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le Règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004/2005 et au premier semestre 2004/2005 retraités selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente des informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France et, d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Saint-Cloud et Sceaux, le 11 août 2006.

BDO MARQUE GENDROT

José DAVID

Pascal REMBERT Jean-Louis MATTHIEU

9.2 - Information sectorielle

Information sectorielle (chiffres au 31 octobre 2005) :

En euros	Goodwill	Immobilisations Corporelles	Immobilisations incorporelles dont GW	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant	Résultat net groupe
CASINOS	369 044 294	312 889 838	371 931 268	404 694 846	98 475 732	33 684 359
HOTELS	5 398 325	62 629 652	8 511 924	36 890 031	- 2 848 966	- 4 770 014
AUTRES	38 317 094	78 088 434	42 139 143	14 186 342	- 31 271 290	- 21 976 338
TOTAL	412 759 713	453 607 924	422 582 335	455 771 218	64 355 476	6 938 007

9.3 - Comptes proforma 2004

9.3.1 - BILAN CONSOLIDE - ACTIF (valeurs Nettes) -

En milliers d'euros au 31 octobre	2004 Publié	2004 Pro forma	2005 Publié	2005 Pro forma
Frais d'établissement	297	333	77	77
Frais de recherche	323	323	459	459
Concessions, brevets et marques	1 038	1 147	1 066	1 066
Fonds commercial	6 876	6 876	7 334	7 334
Ecart d'acquisition	358 914	437 177	412 760	404 865
Autres immobilisations incorporelles	987	1 039	887	887
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	368 435	446 895	422 581	414 686
Terrains	21 343	29 000	30 370	30 370
Constructions	241 829	295 406	323 161	319 147
Installations techniques	48 637	62 001	58 339	58 334
Autres immobilisations corporelles	57 141	62 336	35 022	35 022
Immobilisations en cours	5 019	5 448	6 598	6 598
Avances et acomptes	816	816	118	118
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	374 785	455 007	453 608	449 589
Titres de participation	35 982	35 982	35 930	35 930
Autres immobilisations financières	2 652	3 445	3 378	3 378
Titres mis en équivalence	5 404	5 404	5 964	5 964
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	44 038	44 831	45 272	45 272
ACTIF IMMOBILISE	787 258	946 733	921 462	909 548
Stocks matières premières	2 641	3 461	3 512	3 512
Stocks produits intermédiaires et finis	166	-	-	-
Stocks marchandises	4 233	4 293	4 355	4 355
Avances et acomptes sur commandes	550	571	808	808
Clients	9 823	11 156	11 942	11 942
Etat - Impôt différé	1 030	1 030	1 123	1 123
Autres créances	21 535	25 361	22 672	22 672
Actions propres	169	169	169	169
Autres valeurs mobilières	3 572	7 480	34 014	34 014
Disponibilités	65 916	73 912	83 605	83 605
Charges constatées d'avance	7 653	8 606	8 933	8 933
ACTIF CIRCULANT	117 287	136 039	171 132	171 132
Comptes de Régularisation	8 266	9 652	4 267	4 267
TOTAL GENERAL	912 811	1 092 424	1 096 861	1 084 947

9.3.2 - BILAN CONSOLIDE - PASSIF -

En milliers d'euros au 31 octobre	2004 Publié	2004 Pro forma	2005 Publié	2005 Pro forma
Capital	86 195	86 195	86 195	86 195
Primes d'émission	9 411	9 411	9 411	9 411
Réserves consolidées	127 734	125 898	147 298	136 471
Réserves de conversion Groupe	159	196	(27)	(27)
RESULTAT Groupe	20 134	12 912	6 938	3 405
Provisions réglementées	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES	243 633	234 612	249 815	235 456
Intérêts hors Groupe	28 517	29 551	29 627	29 465
RESULTAT hors Groupe	7 287	7 396	6 246	6 372
INTERETS MINORITAIRES	35 805	36 947	35 874	35 836
Provisions pour risques	4 061	7 965	3 438	3 438
Provisions pour charges	8 573	9 766	14 836	14 836
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	12 634	17 731	18 274	18 274
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	339 621	478 656	468 638	474 167
Emprunts et dettes financières divers	115 275	121 034	120 732	120 732
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 827	2 395	2 951	2 951
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 811	20 719	20 241	20 241
Dettes fiscales et sociales	97 438	113 918	116 967	116 967
Impôts différés Passifs	23 171	33 901	34 291	31 245
Dettes sur immobilisations	7 601	8 905	6 172	6 172
Autres dettes	10 827	13 122	15 502	15 502
Produits constatés d'avance	7 167	10 484	7 405	7 405
DETTES ET REGULARISATIONS	620 739	803 134	792 898	795 381
Comptes de Régularisation	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	912 811	1 092 424	1 096 861	1 084 947

9.3.3 - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros au 31 octobre	2004 Publié	2004 Pro forma	2005 Publié	2005 Pro forma
Ventes marchandises	1 085	1 263	1 339	1 511
Production vendue de services	451 410	514 342	454 432	510 459
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	452 495	515 605	455 771	511 970
Production immobilisée	418	457	967	1 077
Subvention d'exploitation	467	1 662	1 897	2 170
Reprises amortissements, provisions, transfert de charges	13 645	19 541	9 688	13 810
Autres produits	509	563	396	405
Produits d'exploitation	467 534	537 828	468 719	529 432
Achats et variations de stocks	24 578	28 520	25 510	29 104
Autres achats et charges externes	97 051	113 354	97 355	111 755
Impôts, taxes et versements assimilés	22 045	25 642	23 475	26 620
Charges de personnel	169 799	201 211	176 929	206 509
Dotations amortissements immobilisations	37 290	46 811	38 863	48 330
Dotations provisions sur actif circulant	2 774	4 470	3 854	4 376
Dotations provisions risques et charges	1 930	2 314	3 909	4 103
Autres charges	12 865	14 999	11 919	17 042
Charges d'exploitation	368 332	437 321	381 813	447 838
RESULTAT D'EXPLOITATION	99 202	100 507	86 905	81 594
Produits financiers	4 126	(3 779)	4 843	6 979
Charges financières	29 067	35 155	27 393	31 463
RESULTAT FINANCIER	(24 941)	(38 934)	(22 550)	(24 484)
RESULTAT COURANT avant impôt	74 260	61 573	64 355	57 110
Produits exceptionnels	34 693	46 630	22 415	29 672
Charges exceptionnelles	27 134	30 924	26 610	27 337
RESULTAT EXCEPTIONNEL	7 559	15 706	(4 195)	2 335
Dotations amortissements écarts acquisition	22 339	26 458	22 493	26 269
Impôts dus sur les bénéfices	22 495	22 627	22 315	22 500
Impôts différés sur les bénéfices	7 475	5 797	(435)	(1 703)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2 089	2 090	2 602	2 602
TOTAL DES PRODUITS	506 335	580 680	495 976	566 083
TOTAL DES CHARGES	478 931	560 372	482 792	556 306
Résultat des sociétés intégrées	27 421	20 308	13 184	9 777
RESULTAT GROUPE	20 134	12 912	6 938	3 405
RESULTAT HORS GROUPE	7 287	7 396	6 246	6 372
RESULTAT NET PAR ACTION	0,6363	0,4712	0,3059	0,2268

- Nombre d'action total au 31 octobre 2004 : 43 097 418
- Nombre d'action total au 31 octobre 2005 : 43 097 418

9.3.4 - Annexe aux comptes proforma 2004 et 2005

Compte tenu de l'intégration du Groupe de DIVONNE sur un mois dans les comptes consolidés annuels clos au 31 octobre 2005, des comptes consolidés pro forma 2004 et 2005, présentant l'impact de cette croissance externe sur ces deux exercices, ont été établis pour faciliter les comparaisons avec les exercices publiés.

Les comptes proforma ne sont pas nécessairement représentatifs de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée

Les comptes historiques ayant servi de base à l'établissement de ces comptes pro forma, qui sont les comptes consolidés des exercices clos les 31 octobre 2004 et 2005, avaient été établis en conformité avec les principes français définis par le règlement N° 99-02 du CRC.

Les comptes pro forma ont été établis en retenant les principes comptables de Groupe PARTOUCHE tels que décrits dans l'annexe aux comptes consolidés historiques 2004 et 2005 publiés et les hypothèses de construction suivantes :

- intégration des comptes des sociétés du groupe de Divonne pour une période de 12 mois en 2005 (du 01/11/2004 au 31/10/2005) et 12 mois en 2004 (du 01/11/2003 au 31/10/2004)
- écart d'acquisition calculé à l'entrée dans le périmètre soit au 01/10/05 avec amortissement calculé sur 20 ans conformément aux règles du groupe. Chaque exercice proforma supporte donc une charge de douze mois d'amortissement.
- accroissement, dès le début d'exercice 2004, de la dette bancaire équivalente au montant de l'acquisition des titres du groupe de Divonne, soit 84,0 millions d'euros, et amortissement du capital de cet endettement complémentaire aligné sur l'échéancier d'amortissement du nouveau crédit syndiqué mis en place en octobre 2005.
- calcul des frais financiers sur la base d'un taux de référence égal au taux Euribor 3 mois sur les périodes concernées, majoré de la marge du nouveau crédit syndiqué contracté pour cette acquisition soit 150 points de base.

Le chiffre d'affaires 2004 de 452,5 M€ s'élève à 515,6 M€ dans les comptes proforma par simple ajout du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés du Groupe de Divonne, soit 63,1M€. L'évolution du chiffre d'affaires entre les comptes proforma 2004 et proforma 2005 comprend l'évolution du chiffre d'affaires sur les sociétés du groupe de Divonne, soit une réduction de 1,5M€

Le résultat part du groupe 2004 proforma s'élève à 12,9 M€ contre un résultat 2004 publié de 20,1M€ en raison principalement :

- de l'intégration des chiffres du groupe de Divonne (résultat d'exploitation positif de 1,3M€, résultat financier négatif de 11,0 M€ et résultat exceptionnel positif de 8,1M€)
- de l'impact des frais financiers attachés à la dette d'acquisition pour 3,0 M€
- de l'amortissement de l'écart d'acquisition attaché à l'achat du groupe de Divonne pour 4,1M€

Le résultat part du groupe 2005 proforma s'élève à 3,4M€ contre un résultat 2005 publié de 6,9 M€ en raison principalement :

- de l'intégration des chiffres du groupe de Divonne (résultat d'exploitation négatif de 6,3 M€, résultat exceptionnel positif de 6,9 M€) . A noter que ces chiffres concernent l'exercice 2005 entier (12 mois) étant rappelé qu'une partie de ces chiffres, soit le mois d'octobre (contribution au résultat d'exploitation – 1 M€, contribution au résultat exceptionnel – 0,9 M€) étaient déjà inclus dans les comptes 2005 publiés.
- de l'impact des frais financiers attachés à la dette d'acquisition pour 2,8 M€
- de l'amortissement de l'écart d'acquisition attaché à l'achat du groupe de Divonne pour 4,1 M€

9.3.5 - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes proforma 2004

Groupe Partouche S.A.

Siège social : 141 bis, rue de Saussure - 75017 Paris

Capital social : €86 194 836

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pro forma.

Exercices clos le 31 octobre 2004 et le 31 octobre 2005

Monsieur le Président du Directoire de Groupe Partouche SA

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application du règlement (CE) N°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations consolidées pro forma de la société Groupe Partouche SA relatives aux exercices clos le 31 octobre 2004 et le 31 octobre 2005 incluses dans l'actualisation du document de référence 2005 de Groupe Partouche SA.

Ces informations consolidées pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que l'acquisition de la totalité des titres de Groupe de Divonne SA et son intégration dans la consolidation auraient pu avoir sur le bilan et le compte de résultat consolidés de la société Groupe Partouche SA au 31 octobre 2004 et au 31 octobre 2005, si l'opération avait pris effet à compter du 1^{er} novembre 2003. De par leur nature, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'évènement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle à savoir le 30 septembre 2005.

Ces informations consolidées pro forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) N°809/2004 relatives aux informations pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II point 7 du règlement (CE) N°809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces travaux qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement des informations pro forma ont consisté principalement à vérifier les bases à partir desquelles ces informations pro forma ont été établies concordent avec les documents sources, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction de la Société Groupe Partouche SA pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

A notre avis :

- les informations pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.

Fait à Saint-Cloud et Sceaux, le 16 octobre 2006

BDO Marque Gendrot

José DAVID

Pascal REMBERT

Jean-Louis MATHIEU

10 - ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Engagements donnés : Obligations contractuelles et engagements commerciaux au 31 octobre 2005

Obligations contractuelles En milliers d'euros	Total Ex.2004	Total Ex.2005	Paiements dus par période		
			à moins d'1 an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
Dettes à long terme (dettes bancaires assorties de garanties)	321 140	458 732	36 904	173 651	248 177
Obligations en matière de location-financement (autres que Crédit bail)	1 115	796	538	258	
Contrats de location simple (baux, contrats location mobilière)	56 525	62 021	6 279	19 232	36 509
Autres engagements (nantissements ou hypothèques)	1 776	1 680	274	1 406	
Autres obligations (Avals et cautions)	7 751	5 345	5 345		
Traites et effets émis	1 591	159	159		
Garantie de passif	0	5 481		5 481	
Autres engagements commerciaux	24 245	35 166	4 756	11 069	19 341
Total	414 143	569 380	54 255	211 097	304 027

Engagements reçus

En milliers d'euros	Exercice 2004	Exercice 2005
Avals & Cautions	610	986
Garantie de passif		17 731
Total	610	18 717

La présentation des engagements hors Bilan faite ci-dessus n'omet pas l'existence d'un engagement hors Bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

11 - RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU COMPLEMENT D'INFORMATION

11.1 - Personne qui assume la responsabilité du document de référence et du complément d'information

Patrick PARTOUCHE, Président Directeur Général

11.2 - Attestation du responsable du document de référence et du complément d'information

A ma connaissance, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données du présent document d'actualisation sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les actualisations des informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elle ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Groupe PARTOUCHE a obtenu de ses contrôleurs légaux, José David, BDO Marque Gendrot ; une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification de la concordance des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document d'actualisation avec les informations financières historiques ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Fait à Paris, le 10 janvier 2007

Le Président Directeur Général

Patrick Partouche

12 - RESPONSABLES DU CONTRÔLES DES COMPTES

12.1 - Commissaires aux comptes

Identité des commissaires aux comptes	Date du dernier renouvellement	Date de la première nomination	Fin du mandat
TITULAIRE			
BDO GENDROT 25, Quai Carnot 92000 SAINT CLOUD	AGO du 23 avril 2004	AGM du 23 avril 2004	AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2009
TITULAIRE			
Monsieur José DAVID 47, Av. du Pt F. Roosevelt - 92330 Sceaux	AGO du 23 avril 2004	AGO du 4 février 1995	AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2009
SUPPLÉANT			
Société FIDUCIAIRE MCR 232 Av. du Prado - 13000 MARSEILLE	AGO du 23 avril 2004	AGO du 23 avril 2004	AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2009
SUPPLÉANT			
Monsieur Emmanuel QUINIOU 62, rue de la Faisanderie - 75116 Paris	AGO du 23 avril 2004	AGO du 8 mars 1996	AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2009

13 - TABLE DE CONCORDANCE

INFORMATION	Pages Document de référence	Pages Actualisation du document de référence
1. PERSONNES RESPONSABLES		
• Responsable du document de référence	124	49
• Attestation du responsable du document de référence	124	49
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES		
• Commissaires aux comptes	124	49
• Démission ou départ de commissaires aux comptes	Na	
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES		
• Exercices 2004-2005, 2003/2004 et 2002/2003	48-51	42, 48
• Informations intermédiaires	25	
4. FACTEURS DE RISQUE	111	3
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR		
1- Histoire et évolution de la Société		
• Raison sociale et nom commercial	117	
• Lieu et numéro d'enregistrement		
• Date de constitution et durée de vie	117	
• Siège social et forme juridique	117	
• Evénements importants dans le développement	Na	
2- Investissements		
• Principaux investissements réalisés	24	
• Principaux investissements en cours	25, 29	
• Principaux investissements à venir pour lesquels des engagements auraient été pris	Na	
6. APERÇU DES ACTIVITES		
• Principales activités	20	5
• Principaux marchés	116	
Degré de dépendance, position concurrentielle	Na	
7. ORGANIGRAMME	Rabat	4
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENT		
• Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	116	
• Impact environnemental de l'utilisation de ces immobilisations	33	
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS CONSOLIDES		
• Situation financière	48-52	
• Résultat d'exploitation	50	
10. TRESORERIE ET CAPITAUX		
• Capitaux de l'émetteur	24	
• Flux de trésorerie	51	
• Conditions d'emprunt et structure de financement	64	
11. R&D BREVETS ET LICENCES	116	
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	Na	4
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICES	Na	
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE		

INFORMATION	Pages Document de référence	Pages Actualisation du document de référence
• Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction de la société	106-110	6-7
• Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale	110	
15. REMUNERATION ET AVANTAGES		
• Rémunérations des membres	110	9
• Montant total des sommes provisionnées aux fins du versement de pensions, retraites ou autres avantages	Na	
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
• Mandats des membres des organes d'administration	106-109	6-7
• Informations sur les contrats de prestation de services liant les membres		10
• Fonctionnement du conseil d'administration	36	10
• Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine		
17. SALARIES		
• Effectifs	117	
• Participations et stock options	117	
• Accord de participation des salariés dans le capital	Na	
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
• Principaux actionnaires	121	11
• Droit de vote	121	
• Déclaration relative au contrôle de la Société par l'actionnaire majoritaire		
• Accord portant sur le contrôle de la Société		
19. OPERATION AVEC DES APPARENTES		
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE		
• Informations financières historiques	48-51	
• Informations financières pro forma	48-51	43-47
• Etats financiers – comptes sociaux	80-98	
• Vérification des informations financières historiques annuelles	77,100	
• Dates des dernières informations financières		
• Informations financières intermédiaires et autres	Na	12-41
• Politiques et distribution de dividendes	123	
• Procédures judiciaires et d'arbitrage	112	
• Changement significatif de la situation financière ou commerciale	Na	
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES		
• Capital social	117	
• Actes constitutifs et statuts	117-119	
22. CONTRATS IMPORTANTS		
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	116	
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	125	
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS		